

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 9 FÉVRIER  
N° 371 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

Lire en p. 2

Au cœur de  
l'Auvergne en lutte

9 ANS  
APRÈS  
L'AFFAIRE  
THEVENIN  
  
UNE MORT  
SUSPECTE  
AU COM-  
MISSARIAT  
DE  
CHAMBÉRY

Au matin du 25 décembre 1968, un jeune homme était retrouvé mort dans la cellule du commissariat de Chambéry. « Il s'est pendu à la lucarne » affirmèrent les policiers. L'affaire Thévenin commençait. Les faits rassemblés par les parents de Jean-Pierre étaient si troublants que D. Langlois put affirmer que la mort était due à des sévices policiers, sans qu'un tribunal le condamne pour « diffamation ».

A l'aube du 7 février, c'est un certain Jean-Paul Taconnet qui meurt dans la même cellule, ou, du moins, avant d'arriver à l'hôpital. Est-il bien mort d'une « crise d'éthylisme » comme l'explique la police ?

Une chose est sûre, le commissariat de Chambéry est sans doute le dernier endroit de la ville où l'on puisse se sentir « en sécurité ».

C.A.

Voir p. 6

## ZIMBABWE

«Le gouvernement  
français doit cesser  
ses ventes d'armes  
aux pays racistes»  
nous déclare  
Rex Chiwara

REPRÉSENTANT DU ZANU  
EN EUROPE

Voir p. 12

PLOERMEL :

## GISCARD TENTE DE REPRENDRE L'OFFENSIVE



Les premiers mots de son discours, comprenant des promesses de «contrat culturel» pour la Bretagne, n'auront trompé personne. D'une part, il faudrait autre chose qu'un discours pour convaincre les Bretons d'un réel changement de l'attitude du pouvoir à l'égard de leur identité et de leur

culture. Mais surtout, ce n'était pas pour parler des problèmes bretons que le président de la république était à Plœrmel.

Il s'agissait avant tout de se resituer dans les contradictions qui, depuis des semaines, minent son pouvoir, de tenter de repasser à l'offensive alors qu'il se trouvait de partout attaqué. Cependant, les manifestants qui l'avaient accueilli la veille à Quimper représentaient

tout autre chose que le public choisi devant lequel Giscard essayait hier de prendre des allures gauliennes. Quel que soit l'avenir de ses rapports avec les différents blocs parlementaires, qu'il a tenté de régler hier soir, c'est avec ce peuple-là, dont il se proclamait hautement l'élu hier soir, qu'il lui faudra compter.

Voir p. 3

Sescosem

THOMSON CSF  
RESTRUCTURE

147 travailleurs  
jetés à la rue

Voir p. 5

## EXPLOSION À L'USINE NAPHTA-CHIMIE DE MARTIGUES

11 BLESSÉS DONT  
2 GRAVES



Hier matin, une explosion à l'usine Naphtachimie de Martigues a fait onze blessés dont deux grièvement.

Les 2 500 ouvriers ont été évacués. L'explosion a été d'une extrême violence. On l'a entendue à des kilomètres de là.

Au mois de novembre 1976, les travailleurs de Naphtachimie étaient entrés en lutte, exigeant, entre autres, de meilleures conditions de travail.

DROGUE

## Campagne réactionnaire contre les enseignants

Le maire de Caen part  
en «croisade»... à un mois  
des municipales

Mairie de Paris :  
Nouvelle rupture à gauche  
pour... un siège

VOIR P. 2

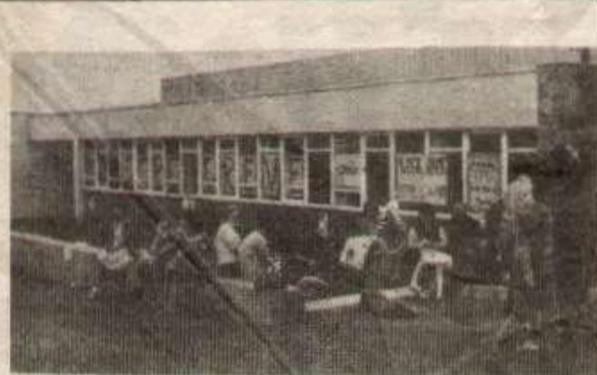
## RÉGIONS

# AU COEUR DE L'Auvergne EN LUTTE

REPORTAGE DE ROBERT RIVIERE

L'Auvergne comprenant les départements de l'Allier, du Puy de Dôme, de la Haute-Loire et du Cantal, est une région que beaucoup ne connaissent que par ses attraits touristiques. Oui, cette région du Massif Central est très belle. Mais tous ceux qui travaillent dans ses campagnes et dans ses villes peuvent-ils profiter de cette beauté et des richesses d'une région où il fait bon vivre à condition... d'avoir un emploi ! En 76, rien que dans la Haute-Loire, tous les trois jours, une entreprise a effectué des licenciements collectifs. A ce rythme-là, travailler deviendra vite un privilège ; c'est déjà ce que le patronat régional veut faire admettre pour accentuer l'exploitation insupportable et dénoncée par

cette affirmation courante : « Non, nous ne serons pas la Corse du continent ! » Pourtant, selon Barre, « l'Auvergne se trouve dans une situation plus favorable que le reste du pays ». Les travailleuses et travailleurs d'Auvergne sont-ils satisfaits de telles déclarations ? La manifestation de 1 500 personnes samedi 5 février à l'occasion de la venue de Chirac, Barre et Bonnet prouve tout le contraire, et ce n'est que la partie visible du profond mécontentement accumulé par des années de promesses non tenues. Parcourons donc une partie de cette Auvergne des luttes pour mieux saisir cette réalité en ce début 77...



## SCPC, COPONO BOOK SIX MOIS D'INITIATIVES POUR BRISER L'ISOLEMENT...

### «Ça me fera bientôt deux ans de chômage»

Être au chômage en 1977, en Auvergne, c'est très difficile à supporter et de s'en sortir, surtout lorsque vous êtes une femme et que vous avez plus de cinquante ans. Une ouvrière de la SCPC, comme beaucoup d'autres, vit cette situation depuis des mois. Elle a accepté de nous en parler bien qu'elle n'en discute avec personne autour d'elle, « parce que les gens ne comprennent pas toujours », du moins le pense-t-elle. « De 65 à 68, je travaillais déjà dans cette usine. On y produisait des frites, des chips. Avant la fermeture, c'est Ginguère qui l'avait prise. Nous n'étions presque que des femmes. Pendant un an, j'ai été au chômage et il n'y avait pas les 90%. J'ai cherché et écrit partout. La SCPC a fini par m'embaucher. L'usine était à Clermont à ce moment-là ; six mois après, elle a été transférée ici à Cournon. Et voilà maintenant six mois qu'elle est fermée. Je recommence à écrire, sans bien sûr arrêter l'occupation de l'usine. A l'usine aéronautique d'Aulnat, ils m'ont répondu de patienter jusqu'en décembre et que je leur écrive à nouveau après s'ils ne m'ont toujours rien envoyé ! Ils en profitent ! »

Voici comment les travailleurs et travailleuses licenciés présentent leurs entreprises :

- La SCPC (Société Centrale de Plastique Clermontoise), à quelques minutes de Clermont-Ferrand, sur la zone industrielle de Cournon : « 155 travailleurs mis à la porte d'une façon scandaleuse par un dépôt de bilan frauduleux alors que le groupe Carnaud, dont elle est la filiale, déclarait dans le même temps un milliard cent soixante dix millions de bénéfices en 1975... sous la présidence de Jean-François Poncet devenu secrétaire général de l'Elysée en 76 ! »

- Copono-Book à Lempdes, à deux pas de Cournon : « 110 ouvriers licenciés alors que trois cent millions d'anciens francs de commandes étaient en cours de fabrication, dont cent dix millions prêts à être livrés. »

Toutes les deux fermées en juillet 76.

Dans la région, tout le monde a entendu parler de ces deux entreprises, surtout de la SCPC. J'ai appris plus tard les raisons de cette popularité : « En 71, nous avons mené une lutte de trois semaines, et une de dix semaines en 72, jusqu'à l'intervention des CRS. En même temps que la lutte du Joint Français, peuvent vous expliquer celles et ceux qui occupent aujourd'hui. « On avait un comité de soutien avec des paysans qui nous apportaient des produits à bas prix. C'était vraiment formidable ! »

Formidable aussi cette mobilisation de près de dix usines pour l'occupation de l'ANPE de Clermont, avec le personnel de l'agence, pour



« accueillir » Métais, « délégué national au chômage », le 3 novembre dernier. Le directeur régional avait reçu l'ordre d'annoncer que Métais n'était pas là. Quelques jours après, ils ont pourtant appris qu'il était bien caché parmi les soixante personnes présentes à la Chambre de Commerce ! Leur détermination avait de quoi faire pâlir Métais-la-Bravoure ! Le courage, toutes banderoles déployées, est allé soutenir les ouvriers de l'imprimerie Monrouge, occupée pendant huit jours pour exiger une augmentation des salaires, et évacués le matin même par les CRS. Ces invités inattendus en ont profité pour rafraîchir la mémoire de ces messieurs sur la réalité du chômage en Auvergne : « Nous leur avons aussi dit deux mots sur leurs enquêteurs-flics dont nous venions de connaître le projet. Cette journée s'est terminée à la SCPC par un forum sur le chômage avec les employés de l'ANPE. »

Après un bon kilomètre dans la zone industrielle de Cournon, un panneau me familiarise d'emblée avec la SCPC : « SCPC-Copono-Book : Union des luttes... Quelques centaines de mètres avant, le grand drapeau rouge sur l'usine a été le premier point de repère.

Dans le local d'entrée, un groupe d'ouvriers reste vigilant. L'atmosphère est toute de cordialité et de franchise. Chacun s'occupe : une ouvrière ricane tout en surveillant deux gosses. Deux autres confectionnent des jeux de la solidarité in-

venté au cours de la dernière coordination des 12 et 13 novembre. Très rapidement, nous discutons des initiatives prises depuis cette date pour briser l'isolement qui risquait de s'accroître avec la traditionnelle « trêve des confiseurs » à Noël.

Le 19 décembre, les deux usines se sont rencontrées autour de « L'arbre de Noël des chômeurs », comme ils l'ont appelé ; « Nous avons commencé l'année par un réveillon d'une cinquantaine de personnes, des familles ouvrières de la région ». Ceux de la SCPC et de Copono-Book ont même remis ça le 8 janvier avec une soirée dansante dans l'usine ; pour renforcer ces liens d'amitié et de lutte. A la mi-janvier, ceux de la SCPC se sont retrouvés à Monrouge dans la banlieue parisienne, avec ceux de l'IMRO et des Caisses d'Épargne parisiennes, invités à expliquer leurs luttes dans une fête de quartier.

« Nous travaillons aussi à la réalisation du journal « France-licenciements » avec tous ceux qui ont participé aux coordinations et avec des paysans. Nous nous sommes rencontrés il y a quinze jours avec les gars de l'IMRO et de Caron Ozanne, pour ce journal, et nous avons convenu de lancer un appel pour une prochaine coordination en mars à Melan. Et nous voyons deux points importants à étudier : la lutte pour le maintien des usines et les difficultés que chacune de nos usines rencontre pour poursuivre la lutte. »

## COMMISSION PARITAIRE : SANS RAPPORT DE FORCE, PAS DE VICTOIRE POSSIBLE !

Le 27 janvier, grands patrons du plastique et syndicats se sont affrontés au cours d'une commission paritaire sur l'emploi. « Desjonquères, notre directeur, qui est également président de la Chambre patronale et président de cette commission était présent le matin, explique une déléguée CFDT de la SCPC. L'après-midi devait être consacré au problème de la SCPC ; il est parti en laissant un mot expliquant que notre situation était résolue : tous les chômeurs de la SCPC ont été reclassés dans des usines et 90 d'entre eux ont trouvé un emploi à Clermont ! »

« En réalité, seulement douze ou treize ont été reclassés dans le groupe, principalement des cadres, certains sont d'ailleurs revenus ici quand ils ont vu les conditions d'embauche. Et seulement deux ou trois ont trouvé un emploi dans la région. »

« Nous leur avons rappelé que le dépôt de bilan était frauduleux. Notre usine est parfaitement viable mais, victime de la restructuration du groupe. Les moules volés par la direction pendant les congés d'août 75, tournant à plein rendement dans l'usine d'Offrenville, près de Dieppe. 70 personnes y ont été embauchées depuis la fermeture de Cournon. Ils n'arrivent pas à fournir toutes les commandes et pourtant ils tournent en 3x8. Desjonquères et Cie ont encaissé les primes d'embauche pour les 70 ! »

Les lois sont bien faites pour les patrons ! »

« En l'absence de Desjonquères, une commission de travail a été désignée pour savoir qui avait raison et pour faire des propositions d'emploi. On a compris qu'ils voulaient encore laisser trainer les choses. »

Malgré tout, deux représentants syndicaux des travailleurs du plastique sont venus à Paris, le 1<sup>er</sup> février pour la réunion de la commission. « Les patrons ne se rappelaient plus cette décision et l'ont contestée en prétendant que nous avions interprété leur proposition ! Ils nous ont avoué qu'ils ne voyaient pas trop ce qu'il y avait à faire. Desjonquères encore absent avait du leur faire la leçon. » Seule « proposition concrète » une prochaine réunion dont la date n'a pas été fixée. « Cela prouve que ce type de discussion sans véritable rapport de force, ne mène à rien. Seule la lutte paie ! » conclut l'un d'eux. « Oui, mais il faut bien savoir ce que nous devons faire. Les manifestations, c'est pas suffisant. Pour obtenir des victoires aujourd'hui, il faut organiser autre chose. »

C'est le début d'une réflexion qui va se poursuivre sur les coordinations de luttes.

# PLOËRMEL GISCARD TENTE DE REPRENDRE L'OFFENSIVE...

Le ton qui cherche à se faire gaullien, la Marseillaise qu'on fait chanter à la fin du discours, l'allusion faite à de Gaulle lui-même : il est clair qu'à Ploërmel, Giscard a tenté de reprendre l'offensive, en s'appuyant sur les pouvoirs que la constitution de 58 accorde au président de la République. Portant ses coups dans toutes les directions, il s'en est pris aussi bien au PCF et au PS qu'au RPR. Après des mois d'hésitation, il s'est lancé directement dans le combat politique, s'engageant derrière les candidats de la «majorité».

On aura remarqué aussi les passages du discours où le premier ministre était

visiblement, il s'agit, tout en continuant à soutenir son plan d'austérité, de hisser Barre au rang d'un personnage politique, qui assurerait en tandem avec Giscard la direction de la «majorité». Déjà, lors de son dernier passage au club de la presse, ce dernier avait laissé entendre qu'il pourrait avoir un avenir d'homme politique de premier plan.

Si Giscard se trouve ainsi contraint de se prononcer par le développement, des contradictions dans son propre camp d'une part, et de l'audience électorale des partis du programme commun, d'autre part, sa tactique d'ensemble n'en est pas pour autant modifiée

pour l'essentiel. Il continue à laisser la porte ouverte au parti socialiste, en reprenant sa phrase «tenir compte de la volonté démocratique des Français», en cas de victoire électorale de l'union de la gauche.

Par ailleurs, le schéma politique qu'il a mis en place au moment de la nomination de Barre est confirmé : c'est à l'issue d'un certain succès espéré du plan Barre que le président de la République compte tenir les élections législatives (en 78, a-t-il pris le soin de préciser).

Ainsi semble repoussée, pour l'instant du moins, la perspective d'élections législatives anticipées. Cepen-

dant, tout en continuant à répéter qu'il «indique» aux Français le bon choix le moment venu», Giscard, finalement, a dû commencer à le faire hier soir.

C'est sans doute le résultat de l'opération Chirac, qui contribuait à faire apparaître Giscard comme un personnage trop hésitant. Et reste enfin à noter qu'un discours ne suffirait pas, dans l'état atteint par les contradictions politiques internes à la bourgeoisie, à rétablir les conditions d'exercice du pouvoir présidentiel qui pouvaient être celles des prédécesseurs de l'actuel président de la République.

## AVANT PLOËRMEL UN DEUXIÈME JOUR PLUS PRUDENT

Aux manifestations, est venu s'ajouter la météo pour ternir le deuxième jour du voyage de Giscard en Bretagne. Une excursion était prévue à l'île de Sein, elle n'a pu avoir lieu, l'hélicoptère ne pouvant décoller. Ce qui est plus surprenant, c'est l'annulation d'une «visite impromptue» que Giscard devait rendre à un fermier breton. Là encore, la météo est officiellement responsable. Mais Giscard devait rencontrer chez ce fermier un certain nombre de responsables agricoles départementaux, et la sécurité a finalement prévalu : il ne faisait pas bon pour le président de la République de se promener ainsi en Bretagne, sans son escorte habituelle de policiers en uniforme ou pas.

Autre événement de cette journée d'hier, la présence à Vannes, lors du déjeuner, du député socialiste du Morbihan. A l'inverse de son collègue Josselin, ce député a choisi d'être là au moment de la venue de Giscard, et il a justifié sa position en disant que «la

liberté de décision est une règle d'or dans le parti socialiste». Les tensions qui s'expriment aujourd'hui dans le PS sont aussi passées par la Bretagne... Contrairement à la journée de lundi, il y avait peu de supporters de Giscard sur le parcours, principalement à Vannes. Il est vrai qu'ils étaient tous regroupés à Ploërmel, sous le chapiteau destiné à accueillir le contenu des cars venus de toute la Bretagne, et même de plus loin.

Autant les manifestations contre Giscard sur le parcours ont été massives et combatives, autant celles qui se sont déroulées dans les autres villes bretonnes ont été étouffées par les directions syndicales : à peine un millier de personnes à Rennes ou Brest, 300 à Morlaix, etc... Les perspectives offertes aux travailleurs bretons sont les suivantes : une semaine d'action du 19 au 26 février. On devine ce qu'en pensent les milliers de manifestants qui se sont heurtés aux forces de l'ordre à Quimper ou à Lorient.

### CE QUE GISCARD A DIT :

«Je ne permettrai pas qu'on touche aux institutions. J'en suis le garant. Leur protection sera assurée. Cela veut dire qu'il n'appartient pas au secrétaire général du parti communiste d'autoriser, de ne pas autoriser le président de la République à exercer sa fonction. Cela veut dire qu'il n'appartient pas à tel ou tel responsable d'un parti de dicter ses conditions au président de la République en cas d'une victoire de ses amis politiques. Cela veut dire également qu'il faut cesser de contrecarrer l'action du président de la République tout en reconnaissant la fonction publique».

«Ni le premier ministre, ni le gouvernement, ne sont choisis par les partis. D'ailleurs, ils n'auraient pas choisi Monsieur Barre. J'ai choisi Monsieur Barre parce que l'économie française avait besoin d'être redressée. Je ne permettrai pas que les divisions, le bruit, l'agitation, remettent en cause le relèvement économique».

«Monsieur Barre animera la direction de la campagne de la majorité pour les élections législatives en 1978».

«Je dirai aux Français, le moment venu, quel est le bon choix. Pas besoin de révolution, pas besoin non plus de bouleverser notre économie, de désorganiser la production (...). Ne nous laissez pas égarer par les faux savants que je connais bien et dont les leçons ne m'impressionnent pas».

«L'avenir de la Bretagne ne doit pas être assombri par les difficultés du présent» : voilà ce que Giscard a trouvé à dire aux habitants d'une région où le chômage atteint 8,7 % de la population active (moyenne nationale : 5,7 %). Le nombre officiel des sans-emploi s'élevait à près de 56 000 pour l'ensemble de la région en décembre, en augmentation de 16 % par rapport au même mois de l'année précédente.

«La Bretagne n'est plus isolée du reste de la France, elle peut regarder sans crainte vers la mer», devait encore dire le visiteur : s'agirait-il, au rythme où vont les choses, d'y jeter tous ses enfants ?

Les responsables des associations culturelles bretonnes avaient nettement fait connaître leur sentiment quant au projet de rassemblement de sonneurs de biniou en l'honneur de Giscard. Le Bagad Bleimor dénonçait «la facilité avec laquelle des crédits sont accordés pour une telle entreprise, comparée au mépris constant dans lequel est tenue la culture bretonne», estimant que «la politique qu'il s'agit de cautionner fait peu de cas des aspirations légitimes des Bretons conscients qui composent en majorité ces associations». Le président du «Bodadeg ar Sonerieu» protestait de son côté contre «des arrestations arbitraires de militants culturels bretons, le coût d'une telle opération, exorbitant au regard des subventions dérisoires accordées par le gouvernement».

## ACHETEZ FRANÇAIS !... ...NOUS DEMANDENT LES PATRONS FRANÇAIS

Même si le gouvernement préfère mettre en avant le «ralentissement» de la hausse des prix, il est inquiet de l'énorme déficit de commerce extérieur en 76. Le patronat aussi, et il le fait savoir. Le problème est complexe puisqu'il faut à la fois faire en sorte que les entreprises françaises soient compétitives sur le plan international, que le marché français soit protégé face aux puissances économiques plus fortes (par exemple le Japon), et aussi que les entreprises françaises puissent s'opposer, sur le marché français, aux entreprises étrangères.

Dans le cadre de sa politique de restructuration, Barre s'attaque à l'industrie du bois et du papier, second poste déficitaire en 76 après le pétrole. Pour cela, deux mesures devraient être prises : d'une part, développer les ressources forestières, et d'autre part «rationaliser

l'exploitation et développer la mécanisation» des entreprises du bois, et «étudier des regroupements dans l'industrie de la pâte à papier». On sait ce que cela présage pour les travailleurs de ces industries : des licenciements. Quant au CNPF, qui continue à réclamer de meilleures protections douanières, il relance la campagne «achetez français».

Dans une interview à «La Dépêche» du Midi, Ceyrac constate que la meilleure manière de développer les exportations, c'est «ni plus ni moins de disputer notre propre marché à une concurrence étrangère de plus en plus forte». Voilà un aveu de taille sur la situation de notre économie : le patronat commence à dire qu'au lieu d'aller se battre à l'extérieur, il en est réduit à se défendre en France même. Mais l'intérêt des travailleurs n'est pas le même : ils ne vont pas acheter plus

cher à des entreprises françaises, pour la seule satisfaction de défendre les patrons français.

### En bref...

● PRÉSIDENTIEL : Jacques Chirac se rendra en Autriche le 17 février. Le député de la Corrèze aura des entretiens avec le chef du gouvernement autrichien, et il participera en outre au bal de l'Opéra de Vienne. Le voyage n'est pas officiel, mais Chirac fait tout pour apparaître comme un président-bis.

### UN PATRON RENNAIS EST VENU MOURIR À PLOËRMEL

Dans la nuit de lundi à mardi, un entrepreneur rennais est mort à Ploërmel, juste devant le chapiteau où Giscard devait tenir son discours le lendemain. Il se serait suicidé par balles. Cet entrepreneur aurait été ruiné et «obligé» de licencier 200 ouvriers à la suite de la rupture d'un contrat pour la construction de l'hôpital de Caen. L'Etat aurait rompu le contrat sans que les motifs de cette rupture soient connus. Toujours est-il que l'entrepreneur n'a pas laissé de message, mais qu'on a retrouvé sur son carnet d'adresses plusieurs numéros de téléphone de l'Elysée...

### LA GAUCHE À PARIS

## AU TOUR DES RADICAUX DE RELANCER LA BATAILLE

Le déroulement des batailles au sein du PS, avec le retrait de Sarre comme tête de liste, puis celui, un peu forcé, de Estier, donnait la possibilité d'un accord entre les partis de gauche pour la mairie de Paris. La réunion d'hier devait officialiser cet accord, et aussi bien le PCF que le PS exprimaient leur satisfaction. C'était sans compter sur le petit troisième, les radicaux de gauche. Ceux-ci revendiquent la tête de liste dans un secteur, tête de liste que le PS ne veut pas leur céder. Il n'en a pas fallu plus pour que l'accord tant attendu soit à nouveau repoussé à une date ultérieure. Le jeu des (difficiles) négociations continue, et illustre bien la fragilité de l'union de la gauche : dans un contexte aussi délicat que Paris, le rôle mineur des radicaux peut prendre de l'importance. C'est le cas pour les négociations préalables, ce peut être le cas après le scrutin.

Les analyses des partis de gauche quant à la situation dans les différents secteurs de la capitale rejoignent

celle de Taittinger, conseiller de Paris et candidat sur les listes d'Ornano. La «gauche» est sortante dans 5 secteurs, les 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. Elle peut raisonnablement espérer l'emporter à nouveau dans ces secteurs, ainsi que dans 5 autres, le 1<sup>e</sup>-4<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>-3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. Si l'on s'en tient à ces prévisions, et en tenant compte de la répartition actuelle, cela ferait accéder au conseil municipal de Paris 27 PCF, 19 PS, 7 radicaux et 4 personnalités non désignées à ce jour. Ni le PCF, ni l'alliance PS-radicaux ne peuvent espérer imposer seuls un candidat au poste de maire. Donc, en réalité, ce sont les quatre «personnalités», qui feraient pencher la balance. On peut prévoir d'après discussions pour la désignation de ces candidats-clés. Il y a pourtant une autre solution dans ce parti jeu qui est en train de se mettre en place : puisque Dominati a affirmé avec force que Chirac ne serait pas maire de Paris, quelques voix de RI pourraient bien «s'égarer» vers le candidat socialiste...

# POLITIQUE

## PSYCHANALYSE DE GISCARD ET DIVISION DE LA MAJORITÉ

Le bruit court avec insistance, du «Canard Enchaîné» au «Nouvel Observateur», que le président de la République se ferait actuellement psychanalyser. Manœuvres de l'opposition, disait-on jusqu'ici à l'Élysée. Mais «Le Point» révèle que Giscard a été profondément choqué de voir «La lettre de la Nation» évoquer à son tour la fameuse psychanalyse. La feuille RPR, sous la signature de son directeur Charpy, disait en effet : «C'est à la psychanalyse qu'il faut recourir pour savoir ce que fera le président en cas de victoire de la gauche aux législatives». Devant «l'ulcération» de Giscard, Charpy proteste : «Non il n'a pas voulu attaquer Giscard, il s'agissait simplement d'un effet de style». De deux choses l'une : ou bien Charpy ne fait pas attention à ce qu'il écrit, ou bien ce plumitif du RPR a profité de cette nouvelle occasion pour glisser une nouvelle attaque contre Giscard. Il y a des chances pour que la deuxième solution soit la bonne.

## ANNE GAILLARD, LES FEMMES ET LES MUNICIPALES

Hier matin sur France Inter, Anne Gaillard réunissait pour son émission Dominati, des RI, Guena du RPR, Zaidner du PCF et Estier du PS. Du beau monde donc, pour discuter et répondre à des questions sur la place des femmes dans la campagne des municipales, et celle à venir des législatives. Prototypé parfait de la féministe bourgeoise, Anne Gaillard a réussi le tour de force de faire faire l'unité aux quatre participants contre les inepties qu'elle proférait ! Mais quel débat pouvait-il y avoir entre les positions ultra-réactionnaires de Gaillard, du genre «vous êtes des hommes, donc vous êtes misogynes», et la démagogie des quatre politiciens ? Car bien sûr, à les entendre, ce matin-là, les problèmes des femmes sont au centre des préoccupations des partis bourgeois. Et de citer les 40 % de femmes au RPR, les trois femmes ministres de Giscard, les 30 % de candidates du PCF, ou la majorité féminine du comité de rédaction de «L'Unité», journal du PS. Une chose ressort du débat, c'est que pas une fois les manifestations de l'oppression de la femme dans cette société n'ont été abordées. Par contre, le fait que chaque parti bourgeois puisse mettre en avant un certain nombre de femmes montre à l'évidence que leurs positions se déterminent avant tout selon leur appartenance à telle ou telle classe. C'est précisément ce qu'Anne Gaillard voulait éviter !

## NOUVELLE MISSION POUR JEAN-PIERRE ELKABBACH

A partir de lundi, les journaux et les magazines d'Antenne 2 vont changer. Une nouvelle équipe est mise en place, sous la responsabilité de J. P. Elkabbach, ancien directeur de l'information à France-Inter. C'est la quatrième fois

depuis janvier 75 que «l'information» à Antenne 2 change de main : il y a eu Sallebert, puis Leroy, puis Baudinat, et enfin Elkabbach. Et à chaque fois, des journalistes partent, huit à neuf départs étant prévus à ce jour.

La remise en ordre d'aujourd'hui n'est pas seulement due à une volonté du gouvernement de mieux contrôler l'information, comme c'était le cas du temps de l'ORTF. Elkabbach se vante lui-même d'avoir fait partie d'un certain nombre de «charrettes», puisque c'est ainsi que les journalistes de la télé nomment les différentes épurations politiques.

La concurrence entre les chaînes, principalement entre l'A 2 et TF 1 entre en compte : face aux numéros d'un Mourouzi ou d'un Gicquel sur la première chaîne, les journaux d'A 2 avaient perdu un nombre considérable de téléspectateurs. Et puis surtout, il est difficile à une quelconque fraction du pouvoir actuel d'asseoir une mainmise totale sur la télé : giscardiens et chiraquiens sont nombreux à la télé, comme sont de plus en plus nombreux les journalistes ayant adhéré au PS dans la dernière période... surtout à Antenne 2 d'ailleurs. Jouer le jeu de la concurrence et tenter de s'en sortir dans le pluralisme d'aujourd'hui, tout en ne mécontentant pas trop le PS, voilà la tâche de J. P. Elkabbach.



### AVANTAGE :

A peine connu le «reçu» des deux candidats socialistes, Sarre et Estier, que le PCF cherche à profiter de l'avantage. Avant que les réunions entre les partis de gauche n'aient eu lieu, la Fédération de Paris du PCF faisait connaître à la presse le «protocole d'accord» qu'ils aimeraient bien voir signé : 43 au PCF, 38 au PS, 16 aux radicaux de gauche, 5 au PSU, 4 aux gaullistes, plus 3 personnalités (si possible proches du PCF...)

### DIALOGUE ÉVITÉ

Barre est partisan du dialogue, et avec tout le monde ; il l'a répété à maintes reprises, et il a même essayé d'engager le dialogue à plusieurs reprises lors de son voyage dans la région centre. Il a eu ainsi l'occasion de tester véritablement sa popularité auprès des travailleurs. Résultat : à la veille de la visite du premier ministre à Lyon jeudi, le préfet du Rhône vient d'interdire toute manifestation dans un large périmètre du centre ville. De vieilles méthodes pas libérales du tout.

# LUTTES OUVRIÈRES

## REMONTÉES MÉCANIQUES : LES «O.S. DE LA NEIGE» OBTIENNENT 19 % D'AUGMENTATION !

Il y a trois semaines, le 30 décembre, le syndicat CFDT appelait les travailleurs du secteur des remontées mécaniques et téléphériques (stations de sports d'hiver) à une journée de grève nationale de 24 heures. Les revendications étaient multiples : salaire, conditions de travail, temps de repos, sécurité, sécurité de l'emploi. Cette journée avait été suivie par un pourcentage important de ceux qu'on appelle couramment les «OS de la neige» (mécaniciens, pisteurs, etc).

Il y a quelques jours, les syndicats des remontées mécaniques ont rencontré les patrons des stations des sports d'hiver à l'occasion

d'une commission paritaire nationale. Et des premiers reculs ont été imposés, notamment en ce qui concerne les salaires. Les classifications sont composées d'un certain nombre de points. Le point 100 passera de 7,44 à 7,59 F au 1<sup>er</sup> février et 7,70 F au 1<sup>er</sup> juillet. En clair, pour une partie des travailleurs, cela équivaut à une augmentation de 19 % !

Les indemnités d'équipement (vêtements pour le froid) ainsi que celles de panier, sont augmentées, elles, de 12 %. On mesure le recul imposé quand on sait que ces revendications étaient déposées depuis deux ans !

### ● ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET DROUARD 4 SEMAINES DE GRÈVE : 1 500 F D'AUGMENTATION !

Les travailleurs de l'entreprise Industrielle et Drouard (travaux publics), du secteur Catenaires, viennent de mener quatre semaines de lutte avec leurs organisations syndicales CGT et CFDT. Ils obtiennent

une prime spéciale de 200 F, le rétablissement d'une prime de 50 F à 100 F, le paiement à 100% des dix premiers jours de travail de nuit pour l'ouverture et la reprise du chantier, une augmentation de 8 à 20 F par jour des indemnités repas-trajet, soit pour certains, une augmentation totale de 1 500 F !

## BON SAUVEUR (CAEN)

### PRIVÉ OU PAS L'HÔPITAL EST UN BAGNE POUR LES TRAVAILLEURS

Depuis le 29 décembre 1975, l'hôpital psychiatrique du Bon-Sauveur, à Caen, est devenu, par décret ministériel, hôpital psychiatrique public. Tous les travailleurs embauchés depuis relèvent du statut de la Fonction Publique. Quant aux travailleurs déjà présents à l'hôpital avant cette date, ils ont le statut de contractuels, avec maintien de leurs salaires et de leurs avantages sociaux. Mais ils devront choisir avant le 1<sup>er</sup> mars 77 entre le maintien de ce statut et leur titularisation.

### UNE MANŒUVRE DE DIVISION

Or, pour eux, la titularisation signifie : un blocage des salaires (jusqu'à ce que le salaire du public corresponde à leur grade), et, pour toute une partie du personnel, un examen professionnel est obligatoire, alors que ces travailleurs sont employés depuis dix ou vingt ans.

La titularisation prévoit aussi une diminution importante des retraites pour les

personnes à qui il reste moins de quinze ans de service à accomplir. La direction compte ainsi garder le maximum de contractuels, car ils sont licenciables à merci ; et d'ici six mois, une diminution importante de lits, donc de personnel, est prévue ; il n'y a aucune sécurité de l'emploi pour les contractuels, et pas de représentants syndicaux, car seuls les titulaires bénéficient totalement du droit syndical.

Les travailleurs de Bon-Sauveur savent que ce qu'ils obtiendront par la lutte servira de modèle pour les dix-sept hôpitaux psychiatriques prévus qui passeront publics dans les années à venir.

Ils se sont mobilisés pour les revendications suivantes :

- pas d'examen professionnel pour la titularisation du personnel en place ;
- pas de gel des salaires ni de baisse des retraites ;
- droit syndical pour la totalité du personnel.

## DEVANLAY RECOING (TEXTILE, VOSGES) :

### LA MAITRISE EXIGE LE LICENCIEMENT D'UNE DÉLÉGUÉE CFDT !

Devanlay Recoing est une usine de confection située dans les Vosges. A l'image de ce qui se passe dans de nombreuses usines du secteur textile, le salaire est lié au rendement. Autant dire que les rémunérations ne dépassent pas le SMIC ! C'est contre cela qu'en 1972, les ouvrières de Devanlay renaient en lutte.

Six ans après, la direction n'a pas encore digéré cette lutte et elle voudrait que les ouvrières regrettent aussi de l'avoir menée ! Pour cela elle vient de demander le licenciement d'une déléguée syndicale CFDT au comité d'entreprise... qui a accepté de surseoir à la demande. L'inspecteur du travail, lui, a refusé, à juste titre. La

direction a alors menacé de fermer l'usine (en disant aux travailleurs : «acceptez que l'une d'entre vous soit licenciée, c'est mieux que l'ensemble» !). Manque de chance : la solidarité à l'usine n'est pas un vain mot ! La maîtrise s'est alors mise spontanément en grève pour exiger le licenciement refusé ! et du même coup créé une section FO... pour renforcer la lutte sans doute !

Le dossier est maintenant sur le bureau de Beullac. Les travailleuses continueront sur leur lancée : elles s'opposeront jusqu'au bout au licenciement de leur camarade !

147 licenciements annoncés à la Sescosem (Thomson-CSF)

# «COMPÉTITIFS OU PAS IL NE FAUT PAS DE LICENCIEMENTS !»

Pourquoi ces licenciements ? En fait, la branche des semi-conducteurs des composants électroniques de la Thomson CSF est en pleine mutation et même en cours de liquidation. Toute une partie du montage va être transférée au Maroc, en Tunisie, en Thaïlande. Le secteur «recherches» qui ne correspondait plus aux possibilités de l'impérialisme français va être liquidé et seuls quelques secteurs directement liés au secteur militaire resteront. La CSF préfère se développer dans une nouvelle branche de télécommunications.

Les conséquences pour les ouvrières de l'usine, ce sont les mutations, les brimades... Pour les travailleuses de la Sescosem, ce plan porte un nom : le plan Dumas. Dumas, patron de la filiale (spécialisée dans l'électronique) vient de sionner avec la Sescosem.

Bas salaires, licenciements, une même politique : faire payer la crise aux travailleurs. La Thomson doit reculer !

Après une période d'attente de près d'un mois, la situation à Sescosem (filiale du trust Thomson CSF) se précise : en fin de semaine dernière une information concernant la Sescosem d'Aix-en-Provence était téléphonée à la section CFDT de la Sescosem St-Egrève, information signalant la tenue d'un Comité d'Entreprise extraordinaire, pour le 9 février (c'est-à-dire aujourd'hui) avec l'ordre du jour suivant : consultation pour un projet de licenciement collectif pour motif «économique conjoncturel». 147 personnes sont touchées, dont 8 «protégées» par des mandats syndicaux. De plus, 70 personnes de (O.S.) seraient également en trop !

Son but : rentabiliser. La rentabilisation a d'ailleurs déjà commencé : le système des contrats a été généralisé.

## LA RIPOSTE S'ORGANISE

A Grenoble aussi, les licenciements menacent. Pour la section syndicale CFDT, il ne faut pas se laisser grignoter ! Des obstacles à la lutte se présentent, bien sûr : la division entre les ouvrières

«fixes» et les ouvrières sous contrat, l'isolement, mais nous travaillons à les résoudre ! La section CFDT a créé une commission emploi qui regroupe des syndiqués et des non-syndiqués de l'usine. Son but est de contacter les autres entreprises sur Grenoble où le système des contrats a lieu pour voir les possibilités de coordonner leurs actions, de faire aussi des enquêtes pour connaître sur la ville et le département la situation

de l'emploi et lever ainsi les illusions sur la possibilité de trouver du travail, faire l'unité entre les ouvrières «fixes» et sous contrats. Cette commission envisage des collages d'affiches, des interventions dans les ateliers. Le but est aussi de commencer à faire discuter largement sur l'usine l'idée d'occupation.

La semaine dernière, un journal a été édité par la section CFDT «Inform Action CSF» en vue d'expliquer le plan de restructuration.

Du 14 au 28 auront lieu à Grenoble, des journées d'action sur la santé, l'emploi, le nucléaire. La commission travail de la Sescosem participera au débat sur l'emploi et proposera la coordination des sections.

Dès l'annonce des licenciements, à Aix à la fin de la semaine, les militants ont parcouru les ateliers avec un mégaphone et appelé à une assemblée générale, lundi 7 février pour discuter avec les travailleurs des formes de lutte à adopter. La section CFDT est pour l'occupation, qui serait précédée d'une grève de 24 H avec piquet. La position de la direction CGT est de faire sept minutes de débrayage par heure. Pour nous, cela est démobilisateur et peu efficace.

En fait, la direction de cette section minoritaire est composée de membres du PCF. Ceux-ci s'opposent au principe d'une grève véritable. «on va perdre des sous, on risque le lock-out».

C'est aujourd'hui que le plan de licenciements va être confirmé. Il nous faut engager la bataille sans attendre, en prendre les moyens !

Corr. Sescosem Grenoble

Une condition pour la lutte

## S'opposer à la répression syndicale

«Étant enceinte, j'ai demandé à travailler à la journée. L'équipe du matin, ce n'est franchement plus possible pour moi.

D'ordinaire, pour les femmes enceintes, on arrive à trouver des arrangements, mais c'est encore souvent à la tête du client. Alors, il faut se battre : fournir des certificats, voir l'assistante sociale, etc ...

Il y a un mois, j'avais refusé de faire un travail parce qu'il me forçait les muscles du ventre et cela me donnait des crampes et des maux de reins ... Il s'agissait de contrôler des pièces de fusées qui partiront en Afrique du Sud.

Enfin, après entrevue avec le chef, j'ai pu être mutée à la journée dans un atelier CSF.

Seulement voilà ! En tant que déléguée, j'ai pris le mardi suivant deux heures

et demie pour faire mon travail syndical. Le lendemain, j'ai fait une heure de grève. Ça n'a pas trainé : ils ont prétexté que je ne pouvais pas faire mon travail et m'ont remise aussitôt en équipe, étant sûre que je ne pourrais pas tenir. C'est bel et bien une attaque contre les droits syndicaux et le droit de grève.

On va donc se battre sur deux plans : d'abord pour s'opposer à la répression contre les délégués car je ne suis pas seule dans ce cas, il y a aussi les ennuis que causent les chefs à une camarade déléguée qui dessine des circuits et qui est depuis longtemps dans la boîte. Et on va se battre aussi sur les conditions de travail des filles enceintes dont la direction voudrait qu'elles se mettent tout de suite à la Sécurité Sociale pour éviter que ça ne «désorganise l'usine».

Transports SET (Bobigny)

## 5 à 10% d'augmentation ! révision des salaires 4 fois par an

Les travailleurs, au nombre de 330, de l'entreprise de transport SET à Bobigny étaient en grève totale depuis huit jours (voir O.d.P. du 8 février). Ils ont repris le travail hier matin, estimant avoir arraché une partie non négligeable des revendications demandées. Ils réclamaient la mise en place d'un chauffage correct dans les ateliers. Ils obtiennent que la température minimum soit fixée à 18 degrés. Ils réclamaient une augmentation de leurs salaires de l'ordre de 10 % : ils obtiennent une augmentation de 5 à 10 %. Si une seule journée de grève sur six est payée, les travailleurs obtiennent néanmoins, sur la question des rémunérations,

outre leur hausse, leur révision quatre fois par an minimum.

En définitive, il s'agit là d'une victoire assez importante quand on sait que les travailleurs ont dû faire face pendant ces huit jours écoulés à une répression particulièrement grande : action en référé de la part de la direction, visite d'huissier, sommation d'évacuer les locaux occupés etc ... Les nombreux travailleurs de la région (Babcock, Bendix) venus apporter leur soutien actif (participation au piquet) ont à coup sûr contribué à la victoire. Les travailleurs de la SET l'ont montré des reculs peuvent être imposés au patronat !

## GRÈVES ET JOURNÉES D'ACTION À LA RATP ET CHEZ LES DOCKERS

Une grève de 24 heures aura lieu demain à la RATP à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et FO. L'entrevue qui a eu lieu avec la direction a vu celle-ci non seulement refuser de reconduire les contrats salariaux, mais déclarer de surcroît que les salaires des agents de la RATP avaient augmenté de 0,40 % en trop par rapport à 76 l. Bien entendu, la direction entend réparer cette erreur (1) et récupérer le trop perçu

en question ! On avait rarement vu un tel cynisme ! D'autre part, la fédération CGT des ports et des docks, appelle les travailleurs des ports autonomes et des chambres de commerce maritime à un arrêt de travail de deux heures, hier. Le motif : le refus de la direction d'augmenter les salaires. La grève se poursuivra à partir d'aujourd'hui par la suppression des heures supplémentaires et des travaux de nuit.



## Les ouvrières sous contrat ne veulent pas retourner au chômage

### QUI SONT-ELLES ?

Une enquête auprès des personnes travaillant sous contrat et en intérim a été faite par la CFDT avec leur participation. Nous avons eu 90 réponses de femmes OS et 9 réponses d'hommes OS et AT. Pour ce qui est des femmes OS, nous avons donc touché 90 travailleuses sur 170 ; voilà leur situation.

Une grande majorité de jeunes femmes, célibataires (2/3), pour qui leur travail à la SESCO est leur premier emploi (40 %), mais aussi quelques femmes mariées ou seules avec des enfants à charge. Avant de travailler à la SESCO, les deux tiers ont cherché du travail pendant plus de trois mois, un tiers pendant plus de six mois et quelques unes plus d'un an. 48 % étaient au chômage et 30 % n'avaient pas d'emploi et n'étaient pas inscrites au chômage.

### QUE CHERCHAIENT-ELLES ?

82 % cherchaient n'importe quoi, dont l'usine ; et 12 % avaient un diplôme et n'ont rien trouvé dans leur branche (sténo-dactylo, comptabilité). De façon plus générale, il faut noter également que 82 % d'entre elles n'ont jamais refusé un seul travail à l'usine, ce qui montre bien que les offres d'emplois sont quasiment

inexistantes si l'on se souvient que 2/3 des personnes ont cherché du travail pendant plus de trois mois.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi 90 % d'entre elles, elles souhaitent rester à la SESCO.

### COMMENT S'Y SONT-ELLES PRISES ?

- La moitié s'est présentée à plus de dix entreprises ;
- 54 % allaient régulièrement à l'ANPE ;
- 33 % étaient inscrites dans des boîtes intérimaires ;
- 35 % faisaient les petites annonces.

On peut dire que les seuls emplois que l'on propose sur Grenoble — sans compter les annonces bidons — sont :

- femmes de ménage
- employée de maison
- serveuses
- travail de manutention
- des ménages à mi-temps
- du travail «dégueulasse» très loin de chez soi.

Il faut remarquer aussi qu'aucune offre de travail comme OS en usine ne leur a été faite avant la SESCO. Même les boîtes temporaires n'offrent que de la manutention ou du ménage.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

SEVESO :  
LA LISTE DES  
ENFANTS  
CONTAMINÉS  
S'ALLONGE

Sept mois après l'explosion à l'usine ICMESA qui avait contaminé toute la région de Seveso, on découvre à Seveso même, dans une zone classée «zone propre», que dans une école, la dose de dioxine est dix-sept fois supérieure au niveau admissible. Ce sont de récents prélèvements qui le prouvent. Cette école va fermer, ainsi qu'une autre qui avait servi de centre de secours après l'explosion. De plus, selon le journal italien «La Stampa», cinquante-deux enfants d'une école élémentaire présentent des éruptions cutanées, et certains présentent même des troubles oculaires et rénaux. La liste des victimes à Seveso ne cesse de s'allonger, et en particulier parmi les enfants : quarante enfants venaient d'être placés sous surveillance médicale pour «altération dermatologique» (cf. le QdP du 4.2.77).

UN CULTIVATEUR  
TUÉ PAR UN  
GENDARME

M. Paul Girard, agriculteur, près de Bort-l'Étang dans le Puy de Dôme, a été tué dans la nuit de samedi à dimanche. Selon les gendarmes de Lezoux, acteurs et seuls témoins des événements, M. Girard rentrait d'un bal au volant de sa 2 CV tous feux éteints. Comme il ne s'était pas arrêté à un contrôle routier, les gendarmes dans deux Estafettes, le suivirent jusqu'à chez lui, soit pendant cinq kilomètres. Une fois chez lui, M. Girard est allé chercher un fusil de chasse et a tiré sur une Estafette. Un gendarme aurait alors fait les sommations d'usage avant de tirer un coup de pistolet qui tua net M. Girard. On s'interroge sur les raisons qui ont poussé M. Girard à sortir son fusil. Les gendarmes étaient-ils si menacés pour ne pas hésiter à abattre un homme, seul de surcroît ?

## En bref... En bref...

LE MARI D'ÉVA  
FOREST EXPULSÉ  
DE FRANCE

● Samedi dernier, Alfonso Sastre, écrivain espagnol, a été expulsé de France par la police. Sastre est le mari d'Eva Forest, militante espagnole en prison depuis 1973, accusée de complicité dans l'attentat contre Carro Blanco. Sastre, dont l'expulsion du territoire français est définitive, a pu rentrer librement en Espagne (la police espagnole n'était pas là pour l'accueillir). La police française lui aurait révélé que des arrêtés d'expulsion avaient été signés contre une vingtaine d'autres Espagnols, tous réfugiés.

● Les étudiants iraniens, Takbiri et Oskoui, ont intenté un procès à «France-Soir» et au «Figaro» pour diffamation. Ces journaux les avaient présentés comme les auteurs de l'attentat contre Keykavoussi, diplomate et agent de la police du Shah. Or, ils ne sont légalement qu'inculpés dans cette

affaire et le juge Floch, faute de preuves, a dû les mettre en liberté provisoire.

ATAQUES  
CONTRE DES  
CONVOYEURS  
DE FONDS

● Plusieurs agressions ont été commises ce week-end contre des convoyeurs de fonds. A Pantin, deux employés de l'ACDS ont été tués. Le PCF en profite dans «L'Humanité» pour dénoncer les propos de Poniatowski déclarant (une fois n'est pas coutume) que la délinquance diminue. La police, pour le PC, n'est pas assez nombreuse, de même que les sociétés de gardiennage. Rappelons que l'ACDS s'est fait connaître par ses agressions contre les travailleurs de Chausson-Asnières et du «Parisien Libéré»...

Lundi soir, le jour même de la manifestation des transporteurs de fonds, à Paris, deux gangsters ont attaqué trois employés SNCF, Gare du Nord, en tuant un, et ont emporté un sac contenant 127 000 francs.

UN «ACCIDENT  
BENIN» AVEC DES  
CONSEQUENCES  
SUR LA SANTE DE  
8 PERSONNES

Suite à l'intoxication vendredi dernier, de 8 travailleurs au centre de retraitement de La Hague par inhalation de vapeurs d'oxyde de plutonium, la CFDT des personnels de La Hague a dénoncé «Les improvisations plus ou moins fantaisistes et les opérations mal préparées et mal programmées» qui sont à l'origine de la contamination. Quest-ce qu'une contamination par le plutonium ? «Une fuite de plutonium est impossible techniquement à détecter à temps, ce qui rend ce type d'accident particulièrement grave. De plus, l'évaluation médicale de la gravité de l'incident est très difficile, de même que l'évaluation de ses conséquences sur la santé : des appareils très sensibles sont nécessaires

pour détecter le plutonium (qui est inodore et incolore). Des expériences ont montré que 10 ans après une inhalation de plutonium par un chien, il en reste 80 %, dont 10 % dans les poumons, 40 % sur les ganglions thoraciques, et 30 % sur le foie et les os. On attendait lundi soir les résultats des analyses médicales sur les 8 contaminés par ce que la direction a appelé un «incident bénin». Les analyses, qui se font sur des prélèvements des selles et de l'urine, sont en fait assez longues à obtenir. De plus, elles permettront de connaître la quantité inhalée, mais elles n'apporteront rien sur les conséquences à long terme de cette contamination.

## DROGUE

CAMPAGNE  
REACTIONNAIRE  
CONTRE LES  
ENSEIGNANTS

«Des enseignants livraient de la drogue à leurs élèves», tel est le titre-choc de «France-Soir» qui étalait mardi sur 7 colonnes. A la radio, même son de cloche. Les «affaires de Belfort» (un surveillant inculpé pour avoir fourni du haschisch à des élèves) et de Montbéliard (une jeune enseignante accusée d'usage et de trafic de stupéfiants) viennent à point nommé faire passer au second plan la «drogue-party» de Caen. Celle-ci pourtant a fait deux morts.

A Caen, c'est le sénateur maire, Republicain Indépendant, Girault qui est mis en cause en la personne de son fils : à quelques semaines des municipales, il s'agit d'éviter les conséquences électorales du scandale. Non pas en étouffant l'affaire,

c'est impossible à cause des deux cadavres, mais en «gonflant» au maximum les événements de Belfort, en présentant la drogue comme une fatalité pouvant toucher «tous les pères», en donnant le maximum de publicité à la contre-attaque déclenchée par Girault d'autre part. Celui-ci se veut aujourd'hui le champion de la croisade contre la drogue, demande à rencontrer Giscard pour parler de ce problème, exige que des effectifs de police dans sa bonne ville de Caen soient renforcés. Ce zèle soudain a de quoi surprendre venant de quelqu'un qui n'avait rien fait pour que cesse un trafic réalisé au vu et su de tous, y compris bien sûr de la police.

BORDEAUX  
12 PAYSANS ET  
3 MILITANTS ANTI-NUCLÉAIRES  
CONDAMNÉS

Le tribunal de Bordeaux a condamné à 500 F d'amende 12 paysans et 3 militants anti-nucléaires qui avaient manifesté contre l'implantation de la centrale nucléaire EDF à Braud St-Louis (Gironde). Le 10 avril et le 11 mai 1975. Ils devront verser en plus 500 F chacun à l'EDF pour les «dommages et intérêts». Ainsi la bourgeoisie n'a pas hésité à utiliser la loi anti-casseurs contre les paysans qui ne veulent pas d'une centrale qui doit couvrir 250 hectares et menacer gravement la pêche et l'ostréiculture (cf QdP des 12 et 13 janvier 1976). Quand les belles paroles ne suffisent pas, la bourgeoisie tente d'imposer sa politique nucléaire par la répression.

HÔPITAUX  
PSYCHIATRIQUES :Un médicament  
qui tue ?

Le Modécate est-il un médicament mortel ? C'est la question qu'on est en droit de se poser après avoir lu la lettre du pharmacien-chef de l'hôpital psychiatrique de Villejuif, rendue publique par le GIA. Cette lettre s'adresse à ses confrères et les met en garde contre l'utilisation de ce médicament. Il a en effet recensé dans une période récente, plusieurs cas de décès consécutifs à l'injection de ce médicament : à l'hôpital de Villejuif, à Bicêtre, où la dose injectée à des malades n'avait pourtant pas dépassé 150 mg. Or, 150 mg, c'est la dose que le fabricant (les laboratoires Squibb 2) indique comme étant la dose maximale usuelle. Ces décès dans les hôpitaux psychiatriques s'ajoutent à des pratiques courantes tout à fait contestables : les traitements «choc», comme les électrochocs, les injections d'insuline, et même des injections du virus de la malaria «pour provoquer la fièvre» les opérations chirurgicales sur le cerveau. Le GIA (Groupe Information Asile), l'AERLIP (regroupant des soignants en psychiatrie), d'autres organisations, dénoncent ces pratiques. Elle réclament aussi l'abrogation de la loi du 30 juin 1878, qui permet l'interne abusif, comme a pu en témoigner récemment M. Caralp, après les 46 jours qu'il a passés en hôpital psychiatrique.

## CHAMBÉRY

UN  
COMMISSARIAT  
OU RÉGNE  
L'INSECURITE

Un homme de 48 ans, Jean-Paul Taconnet est mort lundi matin dans des circonstances qui rappellent curieusement l'affaire Thévenin. Arrêté par deux fois pendant le week-end sur plainte d'un garagiste et de deux patrons de bars, il fut à chaque fois conduit à l'hôpital qui ne jugea pas

son admission nécessaire. Pendant sa deuxième nuit dans la cellule du commissariat, il aurait été selon la police «victime d'un malaise» et conduit alors à l'hôpital où il aurait «succombé d'une crise d'éthylisme». A l'hôpital on se contente de dire que Taconnet «n'est pas mort à l'hôpital»...



Les parents de Jean-Pierre Thévenin.

En 1968, Jean-Pierre Thévenin, 24 ans, était trouvé mort dans la cellule du commissariat de Chambéry. Les flics affirmèrent qu'il s'était suicidé. Selon D. Langlois «Thévenin et Guoin auraient été frappés par les policiers... Thévenin serait mort à la suite des coups. Les policiers se seraient affolés et auraient monté la macabre mise en scène» (du suicide). «Cette version est

la seule qui cadre avec les constatations des internes de l'hôpital» (les dossiers noirs de la police, Seuil). Le tribunal a débouté Marcellin qui jugeait la police «diffamée».

La lumière n'a jamais été complètement faite sur l'affaire Thévenin malgré la lutte de ses parents pour obtenir justice. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci.

## PORTUGAL

L'AUSTÉRITÉ  
A L'ORDRE  
DU JOUR

Le secrétaire d'Etat à l'information portugais vient d'annoncer la réorganisation du secteur nationalisé de la presse. Le quotidien O Seculo et les hebdomadaires qui dépendent du même groupe de presse vont être suspendus pour trois mois, tandis que deux autres quotidiens nationalisés vont être rendus au secteur privé. Dans ce secteur, le gouvernement prévoit des baisses de salaires et des licenciements. Le secrétaire d'Etat a déclaré «La fête est finie : l'heure de la vérité est arrivée». Une «réorganisation» analogue est prévue à la radio et à la télévision.

D'autre part, la remise en cause de la réforme agraire dans l'Alentejo continue. Le gouvernement favorise le démantèlement des coopératives qui s'y étaient constituées et encourage la restitution des terres aux anciens propriétaires. Récemment, il a suspendu les crédits d'urgence à des coopératives en difficulté.

La semaine dernière, le ministre des Affaires Etrangères portugais a réuni les ambassadeurs du Portugal dans les pays de la CEE. Il s'est montré très optimiste sur l'attitude des pays du Marché Commun à l'égard du Portugal.

## MARCHÉ COMMUN

MESURE CONTRE  
LES EXPORTATIONS  
JAPONAISES

«Considérant que les plaintes des entreprises sidérurgiques concernant la concurrence déloyale que leur faisaient les entreprises japonaises étaient fondées, la Commission Economique Européenne a décidé de frapper d'un droit compensatoire de 20 % les roulements à bille importés du Japon». Telle était la décision que prenait le Marché Commun alors qu'hier, commençaient les négociations avec le Japon sur la construction navale, l'agriculture et la pêche.

Aujourd'hui, la crise rend beaucoup plus acharnée la rivalité entre les impérialismes occidentaux et l'impérialisme japonais. Dans le secteur de la sidérurgie, les Japonais s'étaient engagés à limiter leurs exportations en Europe et aux Etats-Unis, mais cela ne les a pas

empêché de prendre beaucoup de marchés ailleurs et de réexporter à partir d'autres pays. Dans le domaine de la construction navale, les industriels français n'ont plus de commandes depuis 18 mois, alors que les Japonais ont 80 % des commandes dans le monde. La décision sur les roulements à bille est un coup de semonce destiné à prendre une position de force dans les autres négociations.

Le Japon a décidé de ne pas accepter cette sanction : il doit porter plainte devant la Cour Internationale de La Haye. Avec l'accroissement de ces contradictions, la «stratégie trilatérale» de Carter, qui vise à mieux unifier sous direction américaine les impérialismes occidentaux et le Japon, est bien mal partie.

L'industrie européenne  
de roulements à billes

L'industrie des roulements à billes emploie 80 000 travailleurs en Europe. La production de la communauté a baissé de 10 %, tandis que les exportations du Japon, sont passées de 5 000 tonnes en 1968 à 19 000 tonnes en 1975 et encore plus l'an passé. La valeur des importations du Japon en Europe est de cinq cents millions de francs par an.

## PALESTINE OCCUPÉE

MANIFESTATIONS  
DE SOUTIEN  
AUX PRISONNIERS  
PALESTINIENS

Les manifestations se poursuivent en Palestine Occupée depuis une semaine. Les manifestants soutiennent la grève de la faim des prisonniers palestiniens qui exigent d'être reconnus prisonniers de guerre, ainsi que l'amélioration des conditions de détention.

La ville de Naplouse est à nouveau complètement occupée par la police et les troupes d'occupation qui se livrent à des perquisitions systématiques, à des rafles. Des affrontements très violents ont eu lieu au cours des manifestations et les troupes israéliennes ont blessé un grand nombre de manifestants.

LES CAGES A TIGRE  
ISRAËLIENNES

Hayin Levi gouverneur des prisons en Palestine occupée a reconnu qu'il y avait en Cisjordanie 5 852 prisonniers en majorité des Palestiniens. Les prisonniers sont enfermés dans des cellules où ils disposent en moyenne de 2,2 m<sup>2</sup> par prisonnier. Dans certaines prisons la moyenne est inférieure à 1 m<sup>2</sup> !

VISITE DU SECRÉTAIRE  
DE L'ONU  
AU MOYEN-ORIENT :LE SEUL MÉDIATEUR  
PEUT ÊTRE LES USA,  
AFFIRME ISRAËL

Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, a entrepris un voyage au Moyen-Orient pour préparer les conditions d'une reouverture de la conférence de Genève. Il s'est rendu en Arabie Saoudite, en Syrie, au Liban, il se trouvait mardi en Jordanie. Il a par ailleurs rencontré longuement Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine.

De son côté, Ygal Allon, le ministre des Affaires Etrangères d'Israël, a déclaré : «Nous considérons que les Etats Unis doivent être le seul arbitre possible dans le conflit du Moyen-Orient... Israël ne veut pas attribuer de rôle à l'ONU dans les négociations de paix dans la région».

GUIRINGAUD  
RENCONTRE ALLON

Le ministre français des Affaires Etrangères a rencontré hier Ygal Allon à Bruxelles. Le voyage de Guiringaud en Israël, remis en question après l'affaire Abou Daoud, sera reporté d'un mois alors qu'il devait avoir lieu à la fin de sa tournée au Proche Orient, la semaine prochaine.

## RHODÉSIE

ASSASSINAT DE  
7 MISSIONNAIRES  
NOUVELLES PROVOCATIONS  
DES RACISTES

La presse occidentale rapporte avec complaisance la nouvelle diffusée par les racistes de Rhodésie selon laquelle les guérilleros patriotes auraient tué sept prêtres catholiques blancs dans la nuit de dimanche à lundi. Cette prétendue nouvelle tend à faire passer les combattants de la liberté du Zimbabwe pour des fanatiques qui pratiqueraient une sorte de «racisme à l'envers» et attaqueraient tous les blancs.

de la guérilla. Il cherche à tout prix à couper les communications du peuple en déportant les paysans dans des camps de concentration, en faisant tirer tout ce qui bouge pendant le couvre-feu. Mais il monte également de sanglantes provocations pour faire passer les patriotes pour des assassins aux yeux des Africains et des peuples du monde. C'est ainsi que l'armée raciste, après avoir introduit des agents à elle déguisés en guérilleros dans le village de Karima le 12 juin 1975, massacrait la population.

Déjà à la fin de l'année dernière, Smith accusait les patriotes d'avoir assassiné les travailleurs d'une plantation de thé à la frontière mozambicaine. La semaine dernière, c'était la «nouvelle» selon laquelle 400 lycéens avaient été enlevés et emmenés de force au Botswana (en fait on a su qu'ils partaient volontairement s'engager dans l'armée de libération).

Vu son isolement total et son incapacité à faire accepter ses prétentions pour maintenir la domination raciste, Smith est prêt à tout pour salir les patriotes et tenter de brouiller les cartes. Il ne fera pourtant pas oublier que c'est précisément l'Eglise Catholique qui a constitué un dossier accablant sur ses crimes de guerre et que, pour cette raison, il a condamné à dix ans de travaux forcés l'évêque d'Umtali.

En fait, le mouvement de libération a toujours affirmé qu'il ne combattait pas les blancs, mais le système d'exploitation colonial. Il s'agit de toute évidence d'une nouvelle provocation du régime de Smith. Celui-ci tente d'utiliser les méthodes les plus barbares des guerres coloniales pour venir à bout

C'est ainsi qu'en août 1976, lors du massacre de Nyazonia où ils assassinèrent plus d'un millier de réfugiés au Mozambique, ils arrivèrent dans le camp déguisés avec des insignes de l'armée de libération. Aux atrocités de la guerre coloniale? Smith ajoute les raffinements de la «guerre psychologique».

ETATS-UNIS  
NOUVEAU DIRIGEANT  
DE LA C.I.A.

Alors que son premier candidat Sorensen avait du se démettre à cause de protestations du congrès, Carter vient de désigner le chef de la CIA. C'est l'Amiral Stanfield Turner, actuellement commandant des Forces de l'OTAN en Europe méridionale. Il conviendra sans doute mieux au Congrès que Sorensen qui avait été accusé d'avoir été pacifiste et d'avoir livré des secrets d'Etat.

Importants mouvements  
de grève en Hollande

Depuis lundi, des grèves ont éclaté dans tous les secteurs de l'industrie, aussi bien chez les dockers que dans la construction, l'industrie alimentaire et la presse. C'est le mouvement d'ensemble le plus important depuis 1945. Les travailleurs hollandais exigent une hausse de salaires qui tienne compte du coût de la vie. Les syndicats, qui avaient accepté la limitation des salaires l'année dernière, réclament cette année, en plus de l'augmentation prévue de 2%, une augmentation supplémentaire de 2,5% pour compenser l'inflation.

## INTERNATIONAL

## DANS LA PRESSE SOVIÉTIQUE

## LES AVEUX ET LES MENACES

## «50 DISSIDENTS SUR 250 MILLIONS D'HABITANTS»

C'est le chiffre fantastique que les «Nouvelles de Moscou» avancent pour expliquer que les dissidents sont peu importants en URSS. Elles consacrent une demi-page à cela ! Et l'on peut y lire conformément «au Pacte international sur les droits civiques et politiques ratifié par l'URSS en 1973, le droit d'exprimer son opinion n'est pas du tout illimité... la loi soviétique prévoit de ces limitations... le code pénal prévoit la responsabilité criminelle pour l'agitation et la propagande «en vue de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique». Il reconnaît ainsi que les prisonniers le sont pour leurs opinions si celles-ci sont opposées à la dictature bourgeoise ! De telles contorsions pour cinquante personnes ? Lundi soir, deux cents personnes avaient déjà signé un texte exigeant la libération de Guinzbourg, arrêté en fin de semaine dernière. Et il y a entre un et trois millions de prisonniers dans les camps !

## «LA RUSSIE DES TSARS APPORTAIT PROTECTION AUX PEUPLES DES BALKANS»

C'est ce qu'écrit une critique du livre de documents diplomatiques sur la période 1817-1819. «Une grande importance scientifique revient aux rapports russo-turcs et à la protection accordée par la Russie aux peuples des Balkans soumis à la domination russe, tendant à résoudre ces contentieux par des moyens pacifiques». La «protection» russe était une tentative de supplanter les Turcs, les «moyens politiques» étaient la pression militaire directe notamment par la flotte. Et le but était de conquérir un débouché maritime, par le détroit du Bosphore en Méditerranée orientale. Si les choses ont bien changé, les Soviétiques essaient d'obtenir les mêmes avantages stratégiques et suivent les traces de la politique d'expansion des tsars.

## CE QU'ILS ONT DIT AU COLLOQUE FRANCO-SOVIÉTIQUE DE ROYAUMONT

Lors de la récente visite de Boris Ponomarev en France, l'Association Franco-URSS a organisé un colloque portant sur le bilan de l'application des accords d'Helsinki comprenant de nombreuses personnalités soviétiques et françaises.

Le ton des Soviétiques était tout à fait comminatoire, sur la lancée des exigences de Ponomarev devant les députés. Celui-ci a réitéré, dans le colloque, ses propositions concernant le développement des conférences sur le désarmement et ses exigences d'une participation française. Il a notamment insisté sur «le développement de la coopération approfondie entre nos deux pays, l'intensification de toutes les formes de relations».

Devant ces pressions soviétiques réitérées, les participants français ont mené un débat «courtois». Edgar Faure a déclaré : «Il faut aller plus loin et de même qu'à un moment on était passé de la guerre chaude à la guerre froide (1), maintenant nous devons passer d'une coexistence pacifique froide à ce que j'ai appelé la coexistence active, la coexistence sympathique, et cela se manifeste déjà dans l'ordre économique... «Helsinki a été un grand progrès, nous ne devons pas nous en tenir là, nous devons continuer dans cette voie». M. le président de l'Assemblée Nationale s'est sans doute inspiré de ces principes lorsqu'il a laissé sans mot dire Ponomarev exiger à l'Assemblée que la France change de politique. C'est peut-être cette «coexistence sympathique» dans laquelle il se complait !

## LE GOÛT, ÇA S'IMPOSE !

Les Soviétiques quant à eux, ne sont pas satisfaits de la diffusion de leurs ouvrages en France. Tirant le bilan de ce colloque, le vice-président soviétique de l'Association France-URSS s'avoue mécontent des explications fournies sur la faible diffusion des œuvres soviétiques en France.

«Selon ces explications, la raison principale réside dans la non-conformité... avec les goûts du public français. Mais on éduque le goût. Parfois hélas ! on l'impose». Ironie jusqu'à imposer qu'on absorbe leur indigeste et infâme propagande ?

## CULTURE FRANÇAISE PAS RENTABLE

Parlant de la diffusion des œuvres françaises en URSS, Popov a précisé que l'un des obstacles était que «les prix des théâtres et des concerts sont chez nous les plus bas du monde... cet état de choses fait qu'aucune tournée d'artistes étrangers en URSS n'est rentable».

G. CARRAT

## QU'Y A-T-IL DE CHANGÉ EN ETHIOPIE ?

Le coup d'Etat qui s'est produit en Ethiopie et a provoqué l'assassinat de Téféri, Président du Conseil Militaire provisoire et de six autres membres du Derg, ne devrait pas amener de réflexion importante dans la ligne suivie par la junte éthiopienne. Bien au contraire, il semble que ce soit la tendance déjà forte au sein du régime qui sorte renforcée de ce sanglant règlement de comptes : Mengistu, l'homme fort du régime qui, appuyé par le «bureau politique» (consti-

tué de civils, pour la plupart des intellectuels récemment rentrés de l'étranger) s'était efforcé en vain, à plusieurs reprises, de faire adopter par la junte une motion de déclaration de guerre au P.R.P.E. (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien).

Mengistu s'était toujours montré un partisan farouche de l'«intégrité territoriale», c'est à dire du renforcement de la répression contre le mouvement de libération de l'Erythrée, pays annexé par l'Ethiopie. Mengistu avait déjà accru son rôle récem-

ment, occupant des fonctions équivalentes à celle de premier ministre. Ses déclarations selon lesquelles «la révolution éthiopienne va passer de la défensive à l'offensive» et son appel à «combattre la terreur par la terreur» annoncent de nouvelles vagues de répression contre les révolutionnaires et les masses.

Dans le même temps, les déclarations de Mengistu contre le Soudan et l'Arabie Saoudite, proches des USA,

qu'il accuse de fournir des armes au parti des féodaux (UDE) montrent que les affrontements qui se produisent ne sont pas étrangers à la rivalité des superpuissances. Si jusqu'ici les Etats-Unis ont soutenu la junte, en particulier en lui envoyant des armes, tout montre aujourd'hui que l'URSS ne lésine pas sur les moyens de s'introduire dans la place en exploitant les difficultés internes de l'Ethiopie. L'URSS a interdit l'Union des Etudiants Ethiopiens (favorable au PRPE) dans les pays de l'Est, les conseillers soviétiques sont présents dans tous les organes de propagande éthiopiens, chaque jour, la radio diffuse une émission de radio-Moscou qui exalte la «Révolution éthiopienne» promue par la junte et assimile les masses éthiopiennes en lutte à des «anarchistes» ou des «agents de la CIA», des délégations de tous ordres en provenance d'URSS ou des pays de l'Est (missions culturelles, Union des Femmes Soviétiques...) se rendent en Ethiopie, 400 étudiants éthiopiens viennent de partir «se former» en Union Soviétique.



Manifestation contre le DERG

## LA RÉVOLUTION SOCIALISTE SELON LA JUNTE

En septembre 1975, la Confédération des Travailleurs Ethiopiens, syndicat de masse forgé dans la lutte contre Haïlé Sélassié, réunie en congrès, exigeait :

- la cessation des ingérences de la junte dans les organisations de masse ;
- l'obtention des libertés démocratiques ;
- la formation d'un gouvernement populaire et provisoire.

La junte décidait alors de la dissoudre, ainsi que l'organisation des enseignants, des étudiants de l'Université d'Addis Abéba et des femmes, toutes, selon elle, infiltrées par les «anarchistes contre révolutionnaires» et éliminait leurs dirigeants par

le meurtre, les arrestations. Depuis, la junte a mis en place une «organisation des femmes» à sa solde, largement dénoncée, mais elle n'a jamais réussi à reconstituer une «Confédération des Travailleurs» selon ses désirs : les meetings qu'elles ont tenté d'organiser ont tous tourné à l'affrontement et la junte elle-même avoue son échec en dénonçant les «éléments contre-révolutionnaires» infiltrés.

Depuis mai 78, une nouvelle législation du travail a été proclamée : la grève y est interdite et passible de mort. La loi invite patrons et ouvriers à «coopérer» et si un conflit survient entre un ouvrier et un patron, le plein droit est donné à ce dernier.

## ● TURQUIE PALESTINE

A la suite d'une visite en Turquie de Sayed Kamal, chef adjoint du département politique de l'OLP, le gouvernement turc a déclaré qu'il acceptait l'établissement d'un bureau de l'OLP à Ankara.

## ● ETATS-UNIS

Alors qu'avec la vague de froid, l'énergie est rationnée aux USA, plusieurs membres du Congrès ont accusé les producteurs de gaz de disposer d'importantes réserves qu'ils dissimulent pour spéculer. Le gouvernement a ouvert une enquête.

## Nations Unies : quelle aide au développement

Le conseil d'administration du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a tenu sa 23<sup>e</sup> session du 17 janvier au 4 février. Au cours de cette session, de nombreux représentants des pays du Tiers Monde ont souligné que les activités du programme devaient promouvoir le principe de «compter sur ses propres forces» et contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le représentant chinois a déclaré : «Les opérations d'assistance du PNUD doivent respecter strictement la souveraineté des pays bénéficiaires, leur forme et leur contenu doivent être déterminés conformément aux besoins réels de ces pays et dans le plein respect du désir de leurs gouvernements».

## ● THAILANDE-MALAISIE : ACCORD FRONTALIER ANTI-GUERILLAS

Les gouvernements de Thaïlande et de Malaisie ont signé la semaine dernière un nouvel accord frontalier qui permettra aux troupes de chaque pays de franchir les frontières de l'autre dans le cadre d'opérations contre les guérillas. Une force commune de 3500 hommes participe actuellement à une opération depuis le 14 janvier. L'ampleur des opéra-

tions de «ratissage» et d'«encercllement» donne la mesure du développement de la lutte de libération en Thaïlande.

## ● SOMMET ARABO-AFRICAIN

61 pays arabes et africains ont donné leur accord pour participer au sommet arabo-africain prévu pour le 7 mars au Caire, selon la Ligue Arabe. Les ministres des Affaires Etrangères se réuniront le 1<sup>er</sup> mars pour préparer ce sommet.

NI CHÔMAGE !  
NI POLLUTION !



**ASSISES CONTRE  
LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET  
LES MALADIES PROFESSIONNELLES**  
26 ET 27 FÉVRIER 1977

**SALLES DE CONFÉRENCES**  
6, rue Albert Lapparent,  
Paris M° Ségur

- Samedi 26 : De 14 h à 18 h : Forums
- En soirée : CINÉMA
- Dimanche 27 : De 9 h et de 14 h à 17 h 30 :

**FORUMS, SYNTHÈSE,  
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

VIGNETTE DE SOUTIEN : 15 F

Depuis un an et demi, à l'issue des Assises sur les accidents de travail et maladies professionnelles, les ouvriers qui luttent contre la fluorose industrielle (aluminium Pechiney) avec les mineurs de Lorraine, les ouvriers de Bendix, de la Simflex à Bordeaux, les travailleurs de la Samaritaine ont commencé à prendre en main eux-mêmes la lutte pour la santé et la sécurité.

De nombreux scientifiques, médecins, techniciens les ont rejoint apportant leurs connaissances et les confrontant aux connaissances et à l'expérience des travailleurs pour isoler et combattre les causes de maladie dès la source, en inscrivant leur démarche scientifique dans le combat des travailleurs.

Ouvriers, travailleurs des villes et des campagnes, chercheurs scientifiques, médecins face au problème de la pollution, confrontons nos expériences, unissons nos forces ! Le Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail CLISACT vous invite les 26 et 27 février prochain aux Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles, qu'il réunit avec le soutien d'un grand nombre de personnalités scientifiques, d'ouvriers, de paysans, de syndicalistes qui luttent contre la pollution et avec le soutien de nombreuses organisations de masse de toute la France.

## 6 FORUMS

**ALIMENTATION ET POLLUTION :** avec des témoignages d'ouvriers d'usines alimentaires boucheries, boulangeries industrielles, biscuiteries... alimentation pour bétail telles Sanders... de paysans, de scientifiques, spécialistes et hygiène alimentaire. Seront notamment abordées les questions des colorants, des pesticides, des nitrates et des engrais...

**NUISANCES INDUSTRIELLES ET MALADIES PROFESSIONNELLES :** Des mineurs de Lorraine, du Nord, des scientifiques témoigneront sur la silicose et les maladies pulmonaires, des ouvriers et des médecins de quartier apporteront leur témoignage sur la pollution dans les cités de la Sidérurgie Lorraine. Des ouvriers du textile du Nord, des cheminots de l'Ouest et du Rhône, des postiers (informatique) apporteront leurs témoignages sur la restructuration et « l'enrichissement des tâches » dans leurs entreprises, et leur répercussion sur la santé des travailleurs.

**LA POLLUTION DE L'EAU, DES FLEUVES ET DES MERS :** Des ouvriers des usines polluantes, des pêcheurs et des travailleurs victimes de la pollution, des scientifiques et des techniciens ouvriront leurs dossiers sur les rejets de boues rouges (en Méditerranée), de boues jaunes (dans la Baie de la Seine), la pollution des égouts et nappes phréatiques par les rejets chimiques et nucléaires (à Grenoble, Caen, Marseille...)



**LES DOSSIERS NOIRS DE PECHINEY-UGINE-KUHLMANN :** PREMIER POLLUEUR DE FRANCE, PREMIER MARCHAND D'ANTI-POLLUTION.

Ouvriers et paysans des Alpes et des Pyrénées dénonceront la pollution fluorée, avec des témoignages d'ouvriers de Produits Chimiques UGINE KUHLMANN (acroléine, chlorure de vinyle...).

**LE NUCLEAIRE ET LES TRAVAILLEURS :** Des hospitaliers, des travailleurs du nucléaire, des cheminots qui transportent déchets et matières premières radioactives, des scientifiques, des médecins témoigneront sur « la sécurité à l'intérieur des centrales », dans les mines d'uranium, les conditions de travail

dans les usines de traitement, les hôpitaux et usines qui utilisent des produits radioactifs sans contrôle.

**LE CANCER ET L'ENVIRONNEMENT :** Avec des ouvriers qui manipulent des solvants (benzéniques), des aromatiques, de l'amiante, des produits cancérigènes tels le monochlorure de vinyle ou des rayonnements ionisants, des hospitaliers des centres anticancéreux, des scientifiques et chercheurs progressistes (de Lyon, Paris, Marseille...) qui ouvriront le dossier des cancers dont 85 % sont dus à l'environnement. L'état de la recherche en France, l'exemple de la recherche en Chine (prévention du cancer de l'oesophage...) seront également étudiés.

## ASSISES CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES, LES 26 ET 27 FÉVRIER 1977

# UNE LARGE INITIATIVE POPULAIRE ET SCIENTIFIQUE

## APPEL NATIONAL

Depuis que le capitalisme existe, la pollution industrielle a été développée avec un profond mépris pour la santé des travailleurs et l'environnement naturel à servi de déversoir pour résidus toxiques.

Mais, ce faisant, le capitalisme pollueur s'est heurté à la résistance des travailleurs. Dès 1902, les paysans de Maurienne exigeaient l'arrêt de la pollution de Pechiney. 20 ans avant Seveso, les ouvriers de Rhône Poulenc Progil à Pont de Claix dénonçaient les effets du 2-4-5T sur leur santé. Dès 1913, sous la pression des luttes, une première législation sur la prévention des maladies professionnelles est élaborée. Dès 1919, le saturnisme (mal du plomb) est reconnu. Pourtant, 53 ans après, les ouvriers de Pennaroya luttent encore pour obtenir la prévention du même saturnisme.

Il en va de même à l'échelon mondial : bombardements de défoliants sur le territoire du Vietnam par l'impérialisme US, intoxications mortelles de plusieurs milliers de personnes par le mercure aux USA, au Canada, au Japon (Minamata), « nuage de la mort » sur Seveso. Face à la logique destructrice de l'impérialisme, le Vietnam libéré lutte encore contre les conséquences des produits chimiques, la Chine mobilise l'énergie et l'intelligence du peuple pour concevoir des usines non polluantes, réutiliser les déchets, faire avancer la recherche médicale.

Aujourd'hui, les luttes contre la pollution industrielle se sont multipliées dans un grand nombre de branches d'industrie. A Ferodo contre l'amiantose ainsi qu'à Amisol et Jussieu : à Brignoux contre le monochlorure de vinyle, à Rhône Poulenc contre le benzolisme dans l'électronique contre les dangers des résines époxy, dans les colorants contre les cancers professionnels, ouvriers et paysans des Alpes et des Pyrénées ont commencé à tracer la voie de la lutte contre le trust PUK. Plus largement encore, les luttes de pêcheurs contre la pollution des mers (boues rouges, boues jaunes), des consommateurs qui refusent d'être les cobayes des firmes agro-alimentaires capitalistes des paysans et des travailleurs des centrales contre l'insécurité des centrales nucléaires, se développent.

Mais ces luttes sont souvent encore isolées, dispersées. Un grand nombre de maladies professionnelles ne sont pas reconnues et chaque jour, de nouveaux produits toxiques sont mis en circulation par le capital sans expérimentation préalable. Les victimes souvent sont ignorées ou accusées de « psychoses ». Retraitées ou en invalidité, coupées de leur usine, elles n'ont droit qu'au silence et à la maladie.

Il faut en finir avec cette situation !

Il faut faire le point sur la pollution industrielle et les maladies professionnelles face à la politique de silence de la bourgeoisie et aux mensonges de ses « spécialistes » officiels.

Le pouvoir parle de « qualité de la vie ». Qu'en est-il de la qualité de vie en réalité ? La réalité, c'est la dégradation des conditions de travail dans nos usines, c'est la multiplication des produits toxiques.

Engageons un premier bilan de l'action des CHS, des commissions conditions de travail, des associations d'agriculteurs, des comités anti-pollution.

Le pouvoir fait mine de lutter contre la pollution. Il multiplie les groupes de travail à ce sujet, organise des études, parle de décentralisation, de parcs naturels régionaux. Ouvrons le dossier noir de l'insécurité dans les usines et autour d'elles, de la destruction de nos régions, victimes de cette politique.

La classe exploiteuse tente de faire participer les scientifiques (médecins, techniciens, ingénieurs) à l'aggravation des conditions de travail des ouvriers. Mais un nombre de plus en plus important de scientifiques refuse de jouer ce rôle, pour se mettre au service des travailleurs. Il est indispensable que ce courant se développe pour renforcer nos luttes.

Les patrons brandissent le chantage à l'emploi pour refuser les investissements de sécurité, les captations de fumées polluantes etc... Ils tentent de dresser ouvriers contre paysans, travailleurs, consommateurs contre producteurs. Face à cela, développons l'unité populaire ! Sans attendre, rassemblons-nous pour remporter des victoires pour notre sécurité, pour refuser de payer leur crise au prix de notre santé.

Dans sa crise au profit maximum, le capitalisme étend les pollutions, développe les risques de cancer et menace l'avenir génétique de millions de travailleurs. Pour en finir avec sa logique, c'est une autre société qu'il nous faut construire, où les causes de maladies seront effectivement prévenues et combattues dès l'usine, où la technologie, la recherche seront mises au service du peuple, où la santé sera l'affaire des travailleurs. Préparons ensemble ces premières Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles, pour faire avancer collectivement nos luttes.

A l'appel du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail, avec le soutien d'un grand nombre d'ouvriers, paysans, scientifiques, médecins, juristes, hospitaliers qui luttent contre la pollution. Avec le soutien de nombreuses associations de masse de toute la France. Avec le soutien ou la participation :

du groupe Information Aménagement (GIAM),  
du Comité Malville  
du Comité de Lutte des Handicapés (CLH)  
du Mouvement d'Intervention des Viticulteurs Occitans (MIVOC)  
de Front Paysan  
de Marche en lutte,  
des ouvriers italiens de l'ICMESA (Seveso)  
du Comité Scientifique et Technique Populaire de Seveso.

Cet appel est destiné à être signé par tous ceux, travailleurs, hospitaliers, médecins, juristes, syndicalistes, scientifiques, et il est d'accord pour soutenir cette initiative. Préciser nom, adresse, entreprise. Pour enrichir les forums, quels témoignages, quels dossiers, comment vous réalisez, ou pouvez vous l'aider ?

# Devenez «ABONNÉ-AMI» DERNIER MOIS Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen

Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris

«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest

Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille

«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>

«Olympic», 10 rue Boyer

«Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

**ENTRÉE GRATUITE** aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F .....
- Abonnement de soutien ..... 500 F .....
- Abonnement de soutien ..... F .....

- Mode de versement :
- En une fois .....
  - En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

## DANS NOTRE COURRIER

Besançon

### «APPROFONDIR LA REFLEXION...»

A la suite du courrier des 22 et 23 janvier concernant notre journal, il me semble utile de reprendre certaines propositions pour les développer.

Certes, peu de luttes sont engagées actuellement, mais n'assiste-t-on pas à un mûrissement de la crise, à un approfondissement des questions que se posent les masses face aux obstacles dressés devant leur initiative ? Aussi, la proposition faite

le 23 janvier de mener l'enquête à propos des coordinations me paraît-elle très juste.

Il faudrait qu'apparaissent, dans leur rapport de force, les idées justes comme les illusions relatives à la situation politique actuelle (la bourgeoisie est-elle forte ?...), relatives aux prochaines législatives et à l'après 78 (que nous prépare la gauche au pouvoir ?), aux perspectives à plus long terme et aussi, l'issue à

donner à cette crise. Si les données apportées par Michel Florac sont intéressantes, elles restent cependant arides, et limitées au domaine économique (...)

Il faut aujourd'hui que la Révolution rassemble ses forces et qu'elle approfondisse sa réflexion. Le Quotidien du Peuple doit être une arme privilégiée pour en montrer la voie.

Besançon

Lille

### Une lettre par semaine

Nous avons pris la décision d'envoyer une lettre par semaine au Quotidien du Peuple afin de participer à son bon fonctionnement et de renforcer la page des lecteurs.

Vous trouverez donc chaque semaine, soit des nouvelles «en vrac», soit des échos sur le quartier de l'usine de FCB à Hellemmes, soit des enquêtes ou des réflexions menées avec des travailleurs de l'usine de FCB (Fives Cail Babcock Lille) ou de l'INSEE Lille.

Correspondants FCB-INSEE de Lille

### «Nous sommes tous concernés par les expulsions»

A Levallois, chaque année, par dizaines, des habitants sont expulsés de leur logement :

- généralement à cause des opérations de rénovation (secteur IX et bientôt secteur IX Ouest).

- d'autres habitants, locataires, sont expulsés par des propriétaires particuliers : en effet leur logement a été acheté «occupé» à leur insu, et les nouveaux propriétaires veulent exercer leur droit de reprise.

- ou encore des immeubles anciens sont rénovés et transformés en studios à loyer élevé, et leurs occupants sont expulsés. Etc.

Le plus souvent, les victimes de ces opérations sont isolées et doivent subir ces expulsions sans pouvoir se défendre. Certains habitants, faute de moyens, sont relogés provisoirement dans des immeubles qui seront, eux aussi, prochainement détruits.

*Cette situation est inacceptable ! On doit cesser de traiter les gens comme du bétail. Le droit de vivre dans le logement de son choix doit être reconnu à chacun.*

*Il faut réagir, nous informer, nous organiser.*

Un groupe d'habitants,

qui lutte actuellement pour empêcher l'expulsion d'une vieille dame de Levallois, Hélène Vernet, a décidé de créer un Comité de Défense contre les expulsions. Ce Comité a organisé des permanences sur les marchés de Levallois (H.Barbusse, dimanche matin) ce qui a permis de rencontrer nombre de personnes menacées d'expulsion et désireuses de se défendre.

Pour rompre l'isolement, ce Comité appelle tous ceux qui veulent s'organiser à une

**RÉUNION PUBLIQUE CONTRE LES EXPULSIONS à la MAIRIE DE LEVALLOIS le VENDREDI 11 FÉVRIER de 19 h 30 à 23 h**

Au cours de cette réunion, les habitants expulsés ou menacés d'expulsion pourront parler de leurs problèmes. Des personnes ayant déjà participé à des luttes contre les expulsions feront part de leurs expériences.

A nous de nous regrouper pour décider de moyens de lutte efficaces.

Comité de Défense contre les expulsions

### Rencontre Nationale des Comités de Lutte de Facultés les 12 et 13 février

Une réunion s'est tenue à la suite des contacts pris entre différents comités de province (Caen, Marseille,...) et de Paris. Il en ressort les propositions suivantes :

**RENCONTRE NATIONALE A PARIS.**

Faculté d'Orsay (ligne de Sceaux à Denfer-Rochereau direction St-Rémy les Chevreuses, fléchage de la gare à la faculté)

**Ordre du jour :**

Samedi :

- présentation, tour des faits, rapport introductif sur le sens de la rencontre ;

- débats en commissions sur la liaison avec les travailleurs, les femmes, le contenu des cours, la plateforme politique.

Dimanche :

- Compte-rendu des débats

- prévision des initiatives.

*Une participation financière sera fixée à 50 F par personne pour assurer le remboursement des voyages des participants de province.*

### COMMUNIQUÉ DU MLAC Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception

Série d'attentats contre le siège du MLAC, 34 rue Vieille du Temple :

- le 24/12/76 à 22 h 30, un incendie volontairement allumé

- le 27/01/77 à 20 h 40, explosion d'un engin déposé dans l'entrée de l'immeuble

- le 01/02/77 à 20 h 15 nouvelle explosion d'une charge déposée devant la porte du siège de l'association

Cet acharnement criminel vise à empêcher le fonctionnement normal des permanences qui accueillent les femmes. Il vise également à

détruire aux risques de vies humaines, le siège de l'association, symbole de la lutte pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Par un hasard extraordinaire, ces attentats n'ont jusqu'à présent pas fait de victimes.

Dans une période où les adversaires de la loi Veil se regroupent pour sa remise en cause, le MLAC, au nom du respect de la vie humaine, en appelle à toutes et à tous pour qu'ils manifestent leur indignation et leur solidarité.

## ETUDIANTS ABONNEMENT SPÉCIAL

### 5 MOIS 100 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470  
Compte n°7713 J



## ABONNEZ VOUS MAINTENANT

203 63 61

de 14 h 30 à 18 h 30

---

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

19<sup>e</sup> épisode

— Oui, dit Terro. En résumé, c'est ce qu'il a dit. C'est d'une discipline très militaire.

— Toi! je te vois venir, coupa Vieljeu.

— Est-ce de ma faute, si je n'aime pas les généraux? Aimes-tu les généraux, Catillon?

— Non! dit Catillon.

— C'est différent, reprit Vieljeu. (Il faillit dire: « Catillon ne connaît pas la question », mais se retint.) C'est différent. Lui, il est paysan, et toi, tu es communiste... Enfin, tu as quand même entendu de Gaulle?

— Justement! J'aurais préféré ne pas l'entendre, et que la radio annonce qu'il débarquait à la tête des troupes. N'est-ce pas, Catillon?

— Oui, dit Catillon.

— C'est logique, conclut Terro.

— Oh! vous, les communistes, vous êtes toujours logiques!

Vieljeu était blessé. Il n'aimait pas que l'on piétinât son symbole.

Terro, excité par ce qu'il considérait comme une « faiblesse » chez son ami, entonna la seule chanson française qu'il connût:

*S'ils s'obstinent, ces cannibales,  
A faire de nous des héros,  
Nous leur montrerons que nos balles  
Sont pour nos propres généraux.  
C'est la lutte finale...*

Et tout le monde reprit en chœur, sauf Hélène à laquelle l'Internationale faisait peur, et la mémé qui chantait faux.

Aussitôt le débarquement annoncé, des bruits coururent dans le Vercors. Etienne en entendit sa part chez le boulanger de Saint-Martin, dans l'après-midi:

— Il paraît que tous les maquis de France vont se soulever.

— Les Allemands ont fusillé Pétain.

— Mais non, voyons. Vous ne l'avez pas entendu à la radio?

— C'était un disque!

— On dit que la Résistance va mobiliser sur le plateau.

— Les Allemands vont occuper le Vercors.

Chaque fois, la nouvelle provenait de source sûre: « Un tel, dont le cousin habitait Grenoble, la belle-sœur Valence, le grand-père Lyon. »

Le 7 juin, le *Petit Dauphinois* annonça: « L'ennemi, venu par mer, a réussi, en plusieurs endroits, à prendre pied. »

Les Vieljeu, comme tous les Français, étaient à bout de nerfs, tel l'écolier qui désire depuis des mois que soit terminé un examen difficile, mais se ronges les ongles à en attendre les résultats. Ils avaient cru au débarquement comme à l'ultime épreuve. Maintenant, ils attendaient la libération, ils l'imaginaient, calculaient sa date. Quelques heures après l'invasion, ils s'impatientaient déjà.

Le 9 juin, dans l'après-midi, Vieljeu et Terro étudiaient dans la grande pièce une carte de Normandie. Etienne travaillait au bois avec Catillon, Hélène et Emeline étaient allées au moulin de Tourtre, acheter de la farine.

Un cycliste grimpa le raidillon. Vieljeu le connaissait, il ouvrit la porte:

— Des nouvelles pour vous, messieurs! De la part d'Hervieux: mobilisation! Rendez-vous demain à Saint-Martin. Quatre heures! Catillon est chez lui?

— Non! Je le prévendrai. Tu as soif?

— Oui, mais pas le temps de boire. Il faut encore que j'aille prévenir Lescot et Goderville.

— Alors, adieu!

— Bonne chance!

L'homme parti, Terro et Vieljeu se regardèrent avec un sourire: pour eux, l'attente prenait fin, l'action allait la remplacer. Sans même se consulter, ils sortirent et montèrent dans les bois; là, dans un tas de rochers, ils remuèrent quelques pierres et déterrèrent un paquet enveloppé dans un poncho qu'ils redescendirent. Sur la table de la ferme, ils débarrassèrent leurs armes et, toujours sans un mot, ils commencèrent à les nettoyer, levant la tête de temps à autre pour surveiller le raidillon:

— Voilà Goderville!

(à suivre)

# CINÉMA

## PARADIS SUR TERRE A L'ALLEMANDE

### MAMAN KUSTERS S'EN VA AU CIEL

RAINER WERNER FASSBIENDER

Le film passe actuellement au studio Git-le-Coeur à Paris.

Le film, qui vient de sortir à Paris, était tourné plusieurs mois avant « l'honneur perdu de Katharina Blum », qui a contribué à faire connaître à un large public le fascisme larvé de l'Allemagne contemporaine. Moins spectaculaire que ce dernier, tourné avec moins de moyens, il restera vraisemblablement dans un circuit plus restreint. Le thème est voisin, mais l'angle sous lequel il est traité est assez différent. Le gouvernement allemand qui n'aime pas qu'on mette en cause sa police, a censuré toutes les dernières scènes.

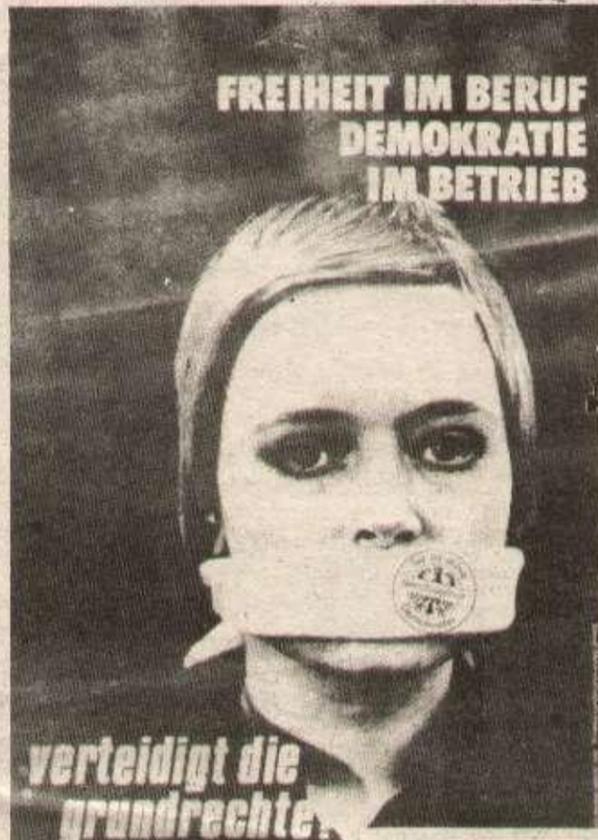
Kuster, ouvrier dans une savonnerie, homme tranquille de la société de collaboration de classes, modèle allemand, prend un coup de colère en apprenant des licenciements dans son entreprise; d'un coup fatal, il assomme le fils du patron, avant de se donner la mort en se faisant broyer par une machine de l'atelier. Le film, qui commence au moment de ces événements, nous montrera les conséquences sur sa famille, et plus particulièrement sur sa femme, maman Kuster, ainsi que les réactions de la société et de la gauche allemandes à l'événement.

La presse - et l'on retrouve ici Katharina Blum - se saisit de l'affaire, la monte en épingle pour faire de Kuster une

espèce de monstre. Toute explication de classe doit être bannie de la conscience collective, et l'affaire est trop explosive pour qu'on ne s'attache pas par tous les moyens à présenter, contre toute espèce de vérité, cet assassin de son patron comme prédestiné au crime. Le syndicat social-démocrate horrifié par le geste, refusera tout secours, fut-il matériel.

Mal entourée, la veuve de l'ouvrier Kuster, qui a juré sur sa tombe de faire la lumière sur les causes de la tragédie va aussi souffrir par sa famille. La fille, espèce d'ange bleu déchu avant d'avoir connu la gloire, effeuilleuse de cabaret qui se présente comme chanteuse, ne verra là qu'occasion à publicité. Le fils, honnête travailleur, mais sans grand ressort, subira les pressions de sa femme, petite-bourgeoise aigre qui, dans le fond, craint avant tout le scandale.

Désespérément seule, maman Kuster va chercher des alliés du côté de la gauche allemande. Mais ni les bourgeois satisfaits du parti révisionniste, ni les anarchistes, style Baader qu'elle trouvera sur son chemin, ne l'aideront vraiment à remplir l'objectif qu'elle s'est fixé: rétablir la vérité contre la version ignominieuse de la presse à sensation.



«Liberté dans la profession, démocratie dans l'entreprise».

Affiche contre les interdictions professionnelles en RFA

Dans l'ensemble, le trait des différents personnages est quelque peu forcé, surtout quand il s'agit des militants politiques. Comme ils sont beaucoup présents et qu'ils parlent trop..., le film lui-même est par moment bavard. Seule émerge vraiment maman Kuster, son cheminement de la résignation à la révolte, le tragique manque de perspectives auquel elle se heurte.

Est-ce volontaire? L'entreprise elle-même, ses travailleurs, leurs réactions devant la menace de licenciement collectif et le geste de leur camarade sont totalement absents. L'auteur a peut-être voulu exprimer ainsi l'absence du prolétariat et de son expression propre de la scène politique allemande. Mais peut-on à ce point le réduire à néant?

Jean Lermet

## Programme télé

### MERCREDI 9 FÉVRIER

#### TF 1

19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui. *Feuilleton*

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Une minute pour les femmes

19 h 45 - Eh bien, raconte

20 h 00 - Journal

20 h 30 - L'ancre de miséricorde. *Dramatique adaptée du roman de Pierre Mac Orlan*

21 h 50 - L'expérience La Borde ou le droit à la folie

22 h 50 - Journal

#### A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants

18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 44 - La tirelire

20 h 00 - Journal

20 h 33 - Série: Switch. *Feuilleton*

21 h 25 - C'est-à-dire

22 h 25 - C'est-à-dire

22 h 55 - Juke box

23 h 25 - Journal

#### FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse

19 h 05 - Magazines régionaux

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Tribune libre

19 h 55 - Flash journal

20 h 00 - Les jeux de vingt heures

20 h 30 - Mariage à l'italienne. *Film de Vittorio de Sica (1964)*

22 h 10 - Journal

## POUR FORCER SMITH À NÉGOCIER SÉRIEUSEMENT

# IL FAUT LUI PORTER DE NOUVEAUX COUPS

INTERVIEW DE  
REX CHIWARA  
REPRESENTANT  
DU ZANU  
EN EUROPE  
réalisée par  
J.P. CHAMPAGNY

Après l'échec de la Conférence de Genève sur l'indépendance du Zimbabwe et les déclarations jusqu'aboutistes du chef des racistes de Rhodésie, Smith, beaucoup de questions se posent. Quels sont aujourd'hui les plans de l'impérialisme ? Comment va-t-il régler ses contradictions avec Smith ? Quelle est la situation du mouvement de libération ? C'est ce que nous avons demandé à Rex Chiwara, représentant en Europe du ZANU (Zimbabwe African National Union). Le ZANU s'est joint avant la Conférence de Genève à l'autre organisation de libération, le ZAPU au sein du Front Patriotique qui dirige l'armée de libération, la ZIPA.

Avec les pays de première ligne et l'Afrique entière derrière lui, le Front Patriotique

accepte comme base de négociations, le plan britannique qui prévoit le passage au pouvoir de la majorité africaine dans les deux ans, sous la responsabilité de la puissance coloniale. Ce plan, conséquence des manœuvres en recul des impérialistes qui veulent arrêter la guerre, les patriotes veulent en tirer parti pour conquérir rapidement l'indépendance. Sinon, comme le dit Rex Chiwara, ils l'emporteront de toute façon par la lutte armée, facteur déterminant. Le Front Patriotique qui compte sur les forces de son peuple, entend se servir de l'importante aide matérielle qu'il demande aux autres peuples, pour ne dépendre dans sa lutte, d'aucune ingérence impérialiste qui mettrait en cause son indépendance.

— *Quotidien du Peuple* : Quelle est la situation de la lutte armée du peuple du Zimbabwe aujourd'hui ?

— R. C. : Nous avons plus de 60 000 personnes en dehors du pays. Certaines sont des réfugiés, mais la plupart d'entre eux sont des volontaires qui viennent pour apprendre à se battre. Il en arrive de plus en plus chaque jour. Au Zimbabwe même, la guerre s'intensifie. La censure est totale sur les nouvelles, mais nous savons qu'il y a beaucoup d'actions. Aujourd'hui, le régime de Smith ne peut plus distinguer entre un civil ordinaire et un combattant. Notre guerre au Zimbabwe est devenue une guerre du peuple et personne sur terre ne peut arrêter une guerre du peuple. Nous avons les hommes, nous avons les capacités, nous avons la détermination. Qu'est-ce qui peut nous empêcher de vaincre ? Ce n'est qu'une question de temps ; je peux le dire avec assurance : la victoire est en vue.

— *Quelles sont aujourd'hui, les positions des impérialistes ?*

— R. C. : Il n'y a pas de contradictions majeures dans le camp de l'impérialisme. A part avec un de leurs agents en Afrique Australe. Le gouvernement britannique a fait des propositions. Elles ont été soutenues par l'ensemble des pays de la CEE au cours d'une conférence de leurs ministres des Affaires Etrangères. Le plan britannique est également soutenu par les USA. Seule l'Afrique du Sud a refusé de faire pression sur Smith pour qu'il change d'avis.

D'autre part, l'Afrique accepte les grandes lignes de ce plan, car elles sont les bases d'un règlement pacifique ; mais ce n'est qu'une base de départ, sans plus. Les cinq pays de première ligne soutiennent totalement le Front Patriotique dirigé par Robert Mugabe et Joshua.

De plus, le Comité de Défense de l'OUA a accordé un soutien complet au Front : tous les pays africains le soutiennent. Ils ont fait clairement savoir que tout règlement de Smith avec les prétendus « modé-

rés » tels que Muzorewa, ne serait pas accepté.

Il est important de noter que Smith dans sa tentative désespérée pour s'incruster, a voulu créer une organisation auxiliaire de son parti avec des chefs tribaux payés par le gouvernement ; cette organisation s'appelle la ZUPO. Toute l'idée de Smith est de réunir le petit évêque (Muzorewa), la ZUPO et le réactionnaire Sithole pour former un gouvernement qui prétende représenter le peuple africain (1). L'impérialisme, dont c'est l'intérêt de faire cesser la guerre au Zimbabwe, n'approuve pas ce règlement « interne » qui exclut les dirigeants du Front Patriotique. Aujourd'hui, la question est de savoir : qui peut arrêter la guerre. Muzorewa n'a pas de combattant, il ne peut pas arrêter la guerre, la ZUPO ne peut pas, Sithole ne peut pas. Smith lui-même ne peut pas arrêter la guerre, seul le Front Patriotique peut arrêter la guerre au Zimbabwe.

Si Muzorewa a pu disposer d'une influence, c'est que les gens ont toujours entendu dire que celui-ci dirigeait l'armée du peuple. Maintenant, la vérité est apparue clairement : il n'a pas d'armée du tout. L'arrivée à Genève du commandement en chef de la ZIPA qui s'est joint à la délégation du ZANU dirigée par Robert Mugabe était une claire indication pour savoir qui contrôlait l'armée.

— *QdP* : Pourquoi n'était-il pas venu tout de suite ?

— R. C. : D'abord, nous ne voulions pas venir à Genève. Notre lutte se développait dans le pays et quand nous sommes venus à Genève, nous ne pensions pas que

(1) Muzorewa et Sithole sont deux anciens dirigeants des mouvements de libération. Déjà rejetés avant la Conférence de Genève par les patriotes combattants, ils y ont adopté une attitude scissionniste et ambitieuse qui a fait le jeu de Smith. Ainsi, Muzorewa, pour profiter de sa « popularité », proposait un référendum pour désigner un dirigeant africain sous la domination raciste.

c'était utile de faire venir notre commandement militaire parce qu'ils avaient autre chose à faire ! Mais quand nous avons pensé qu'on allait parler sérieusement, nous avons senti qu'il était nécessaire d'avoir une concertation étroite avec le commandement militaire, car le ZANU croit à la direction collective et la pratique.

— *QdP* : Pensez-vous que désormais une solution négociée soit impossible ?

— R. C. : Smith est une des données du problème. Toutes les forces impérialistes exercent des pressions sur lui, car elles sont d'accord avec le cadre proposé par la Grande-Bretagne. Pour les pays africains, comme je l'ai dit, ce point constitue un point de départ. Mais nous avons toujours été clairs sur le fait qu'après la faillite d'une solution négociée, la victoire serait au bout du fusil. Ce n'est pas nous qui

avons déclaré notre leader Robert Mugabe : « Il lui faut de bons coups pour l'amener sérieusement à la table de négociations ».

— *QdP* : Pensez-vous vraiment que les impérialistes veulent arrêter la guerre ?

— R. C. : Oui, parce qu'ils veulent sauver les colons, et surtout parce qu'ils veulent éviter notre victoire militaire. Car, si nous obtenons l'indépendance après une victoire militaire, il n'y aurait aucune discussion et ils savent qu'ils perdraient tout d'un seul coup. C'est pourquoi, ils font pression sur Smith.

En effet, en Angola, les impérialistes sont intervenus à partir de l'Afrique du Sud et ils sont quand même été battus. Avec la guerre du Vietnam, les Etats-Unis ont reçu une amère leçon. Ces deux exemples ne les encouragent pas.

Autre fait très important : tous les Etats voisins sont



Notre guerre est devenue une guerre du peuple

avons fermé la porte de la Conférence de Genève, c'est Richard, le représentant britannique, qui a annoncé son échec à Salisbury. Les impérialistes exercent des pressions sur Smith pour que la Conférence reprenne. Genève ou pas, la guerre continue. Dès le début, le Front Patriotique avait dit au monde que Smith n'était pas prêt à négocier, mais on ne l'a pas cru ; aujourd'hui, alors qu'il regrette le processus de négociation, nous avons prouvé sa mauvaise foi au monde entier. Comme l'a

dernière le Front Patriotique ; non seulement eux, mais tous les Etats de l'OUA. Aujourd'hui, envoyer une force d'intervention contre la lutte armée au Zimbabwe, c'est envoyer une force contre l'Afrique toute entière.

— *QdP* : Où en est la progression de l'unité au sein du Front ?

— R. C. : Nous avons pris les mesures pour tenir les engagements que nous avions pris. ZANU et ZAPU, avant la Conférence de Genève et cela a énormément



Fin de discuter

ment impressionné les pays de première ligne. Nous avons bien compris que le Front Patriotique devait être dirigé par les deux leaders, Nkomo et Mugabe et que les membres des deux comités centraux devaient se mettre ensemble pour former l'exécutif du Front.

— *QdP* : Que pensez-vous de la décision du gouvernement français de fermer l'office du tourisme rhodésien ?

— R. C. : Nous faisons bon accueil à cette décision bien qu'elle soit déjà dépassée ! Mais j'aimerais demander respectueusement au gouvernement français de ne pas en rester là. Il devrait aller plus loin en arrêtant effectivement la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, armes qui sont utilisées pour tuer des milliers de jeunes Africains et qui trouvent aussi le chemin de la Rhodésie pour servir à tuer les Africains. Je lance un appel au gouvernement français pour qu'il change sa politique qui consiste à soutenir un pouvoir éphémère en méprisant les forces de l'avenir du Zimbabwe. Aujourd'hui, cela ne sert à rien de soutenir le régime de Smith, car il est en train de perdre le pouvoir. C'est le peuple noir qui va prendre le pouvoir désormais. Il faut conseiller au gouvernement français de soutenir notre cause au lieu de soutenir une minorité illégale.

— *QdP* : Comment concevez-vous le soutien à la lutte de votre peuple ?

— R. C. : Je voudrais lancer un appel sincère au peuple français pour qu'il soutienne notre peuple et l'aide à subvenir à ses besoins. Nous avons établi cinq programmes différents pour nos réfugiés dans les camps du Mozambique, de Zambie et du Botswana.

• Un programme agricole : il s'agit d'apprendre aux gens à cultiver la terre pour qu'ils se nourrissent eux-mêmes. Nous avons besoin d'équipement agricole : tracteurs, charrettes, moto-pompes pour irriguer.

• Un programme d'éducation : nous devons fournir un enseignement à 10 000 personnes, jeunes et vieux. C'est un programme extensif : il s'agit de préparer notre peuple au pouvoir sous toutes ses formes. Nous avons besoin de matériel scolaire, en particulier de papier pour élaborer nous-mêmes nos propres manuels. Il est possible de recueillir des fonds pour cela.

• Un programme médical, sur lequel nous pouvons fournir des renseignements si on nous écrit.

• Un programme d'assistance sociale, pour lequel il nous faut des vêtements neufs ou usagés, des couvertures par milliers, de la nourriture, des chaussures, des bottes, etc.

• Un programme de transports : les camps, les endroits où nous nous trouvons sont très dispersés. Nous devons transporter les choses et les gens. Entre nous, nous n'avons pas de moyens de communication autrement que par transport. Il nous faut des camions de cinq à quinze tonnes, des landrovers, des ambulances, des camions sanitaires.

Toute aide, de quelque importance qu'elle soit, sera appréciée. Nous connaissons beaucoup de gens qui veulent bien prier pour nous et nous souhaiter bonne chance. C'est bien ; mais je leur demande d'abord de nous fournir de l'aide et ensuite, ils pourront nous souhaiter bonne chance pour que nous utilisions cette aide.